

Oiseau-tempête

15 francs



● Clovis à Dien Bien Phu – Guy Girard ●

L'IMMIGRE ET LA « LOI DE LA POPULATION » DANS LE CAPITALISME MODERNE

Ya-t-il une contradiction entre la mondialisation de l'économie et le renforcement des restrictions que les Etats imposent aux mouvements migratoires ? Interrogé à ce propos, un ministre de l'Intérieur socialiste protestait contre l'approche libérale du contrôle des migrations, pour ajouter : « *Ce n'est pas seulement l'immigration qu'il faudrait contrôler (...) ce sont d'abord les mouvements de capitaux et les concurrences déloyales.* »¹ Or, dans la réalité, et par la force des circonstances historiques, l'ordre des priorités est inversé : l'Etat démocratique concentre l'essentiel de ses efforts sur le contrôle de l'immigration. Quels sont donc les besoins capitalistes qui justifient des politiques d'immigration de plus en plus répressives ? Faut-il y voir une entrave aux mouvements

de population ou plutôt la tentative de créer un nouveau cadre pour la mobilité des travailleurs ?



PLUSIEURS ouvrages publiés récemment remettent en question l'explication classique des phénomènes migratoires. Dans « *The Mobility of Labor and Capital* » (Mobilité de la force de travail et du capital)², l'universitaire nord-américaine Saskia Sassen offre une analyse originale des nouvelles formes d'immigration, mettant en rapport le mouvement de la force de travail et celui des capitaux. Ses conclusions bousculent quelques idées reçues.

Sassen commence par rappeler que la mobilité du capital a toujours créé les conditions de la mobilité de la force de travail et que la problématique ac-

tuelle de l'immigration n'est que « *la nouvelle version d'une vieille question* ». Au passage, Sassen s'étonne que la plupart des études actuelles sur les migrations évitent de traiter le rapport entre la mobilité du capital et celle du travail – cela alors que la circulation des capitaux et l'internationalisation de la production et du marché du travail sont des traits essentiels du capitalisme moderne. Aujourd'hui, il existe « *un espace transnational à l'intérieur duquel la circulation des travailleurs peut être considérée comme un des flux, au même titre que le capital, les marchandises, les services et l'information* » (p. 3). Sassen insiste sur cet aspect : l'émigration ne peut plus être traitée comme une affaire strictement nationale mais, au contraire, comme le résultat de la mondialisation des échanges. Seulement ainsi on pourra comprendre pourquoi les questions de population (densité et croissance) et de pauvreté ne suffisent plus à expliquer les nouvelles tendances migratoires. D'où une première conclusion : dans la phase actuelle du capitalisme, la place d'une société dans l'internationalisation de la production détermine sa place sur le marché mondial de la main-d'œuvre. On a toujours expliqué l'émigration par le manque de développement. Si cela a pu être vrai, ce ne l'est plus. La phase actuelle du capitalisme voit apparaître un lien direct entre l'internationalisation de la production et les migrations internationales.

Dans les années 70, le fort flux d'investissements vers les pays pauvres va accélérer cette internationalisation. Sassen montre que les pays vers lesquels l'industrie américaine a exporté la production furent précisément ceux qui sont devenus les principaux exportateurs de main-d'œuvre vers les Etats-Unis : Mexique, Philippines, Corée du Sud et Chine. On aboutit ainsi à la deuxième conclusion : l'investissement de capitaux étrangers crée à la fois des emplois et les conditions d'une nouvelle émigration. A la recherche de coûts de production toujours plus bas, les multinationales ont déplacé vers les pays pauvres l'agriculture intensive et les industries d'exportation grosses consommatrices de main-d'œuvre. Ces investissements ont déstructuré les sociétés traditionnelles et leurs économies, provoquant de massives migrations rurales et, surtout, la prolétarianisation des jeunes femmes. Cette prolétarianisation est à la base de la déstabilisation des sociétés pauvres et patriarcales, provoquant le chômage des hommes et créant une réserve de main-d'œuvre susceptible d'émigrer³. L'internationalisation de la production a aussi eu pour conséquence le déclin industriel des vieux centres capitalistes⁴. Seulement, souligne Sassen, la décentralisation et la dispersion internationale de la production va de pair avec une

concentration du capital et la centralisation du contrôle de la production. Car, si l'ampleur des investissements directs étrangers dans les économies traduit l'internationalisation croissante de la production, elle exprime aussi la concentration croissante du capital. Cette évolution, apparemment contradictoire, caractérise ce que l'on appelle désormais l'économie « globale ». Elle s'accompagne de l'émergence d'un secteur de services modernes, à haut niveau technique, concentré dans quelques mégapoles des vieux pays capitalistes, devenues les lieux spécialisés de la finance, de la gestion, de l'information et du contrôle d'une production dispersée. Ce secteur est demandeur d'une force de travail nouvelle, bon marché, soumise et souple. Du coup, la structure urbaine et la composition humaine de ces mégapoles se transforment. A ce propos, Sassen affirme que le développement des secteurs à bas salaires et de l'économie souterraine n'est pas le signe d'un déclin mais, tout au contraire, la manifestation du nouveau dynamisme capitaliste. Désormais, conclut-elle : « *Des postes de travail déqualifiés peuvent faire partie des secteurs les plus modernes de (la nouvelle) économie et des secteurs arriérés de cette même économie être porteurs de sa croissance.* » (p. 129)

Jusqu'aux années 80, le capitalisme nord-américain était le premier exportateur de capitaux du monde. Depuis, la situation s'est totalement inversée et, en 1981, les Etats-Unis sont même devenus le premier importateur de capitaux. D'après Sassen, ceci s'explique par le fait que « *plusieurs régions des pays hautement industrialisés sont redevenues compétitives avec les zones industrielles du tiers-monde pour ce qui est du placement d'investissements directs, aussi bien étrangers que nationaux.* » (p. 171) On l'a vu, la mondialisation en cours a entraîné une centralisation du contrôle et de la gestion du capital. Après avoir été dans un premier temps décentralisée, une partie de la production manufacturière revient dans les pays développés, et cela au détriment des pays pauvres⁵. Ces derniers, après avoir été déstructurés par la création de zones de production orientées vers l'exportation, courent le risque d'être à nouveau abandonnés par le capital productif⁶. C'est dire combien il est faux d'identifier mondialisation et uniformisation du développement capitaliste. C'est tout le contraire. La mondialisation est la forme moderne du développement inégal. L'évolution actuelle prouve également que les multinationales qui dominent l'économie mondiale restent attachées à leurs Etats-nations et marchés d'origine⁷. Sassen donne plusieurs explications de ce retour de la production manufacturière dans les pays

capitalistes : les avantages techniques, les politiques protectionnistes, la proximité des grands marchés⁸ et, enfin, le coût de l'instabilité politique et sociale dans les nouveaux pays en développement⁹. A cela vient s'ajouter la présence, dans les vieux centres capitalistes, d'une nouvelle main-d'œuvre immigrée bon marché et malléable, parfaitement adaptée aux nouvelles formes d'exploitation et de production manufacturière. La période actuelle du capitalisme, dite de « globalisation », voit se confirmer la tendance à l'appauvrissement des populations prolétariées, aussi bien dans les sociétés de la périphérie que dans les vieux centres.

C'est l'apparition d'un marché mondial de la main-d'œuvre qui a créé les conditions de l'essor des migrations transnationales. En même temps, la consolidation des Etats a permis de contrôler ces migrations dans un cadre national, produisant une force de travail à statut séparé. Depuis le XIX^e siècle, insiste Sassen, « toute politique d'immigration d'un Etat-nation est liée à la place qu'il occupe dans l'économie mondiale » (p. 34). Quoiqu'il en soit, les différences institutionnelles et juridiques qui définissent la condition du travailleur immigré ont pour but essentiel d'abaisser le coût de la reproduction de la force de travail – en économisant sur sa formation et sur son coût social, en exportant le chômage et le prix du mécontentement social le cas échéant. L'importation de main-d'œuvre est toujours allée de pair avec l'expansion capitaliste. C'est ainsi qu'en Europe la reconstruction de l'après-guerre a fait massivement appel à l'immigration. Aujourd'hui, les pays développés utilisent cette force de travail, puisant dans un marché international de la main-d'œuvre qui s'étend sans cesse. La nouvelle immigration se concentre maintenant dans les mégapoles où est centralisé le contrôle de l'économie mondiale. Partout, dans les pays développés, on révisé les politiques d'immigration de façon à accentuer cette séparation, en rendant plus fragile le statut légal de l'immigré, voire en le niant¹⁰. L'immigration à statut permanent ne répond plus aux besoins actuels de la valorisation du capital. Les Etats essayent donc d'institutionnaliser une immigration tournante, dont l'insécurité est la condition normale. Ce qui permet à Sassen, de conclure : « Si l'on compare la situation actuelle des migrations internationales à celle des migrations du début du siècle, on constate une tendance croissante à traiter les migrants comme des marchandises. »¹¹ (p. 50)



LE PASSAGE des migrations internes et d'origine coloniale aux migrations transnationales a tou-



Oiseau-tempête est animé par des individus que rapproche le désir de surmonter la résignation et d'en approfondir la critique. La revue n'a pas pour objet de formuler de projet global de subversion, ni même d'en représenter les diverses expressions. Elle vise au contraire, par le libre jeu des passions, des réflexions et des échanges, à favoriser la convergence entre les individus qui n'entendent pas courber l'échine. Dans ce but, elle contribue à la critique de la société par le biais de celle, fragmentaire, des productions culturelles dominantes : livres, films, expositions, publicités, etc.



SOMMAIRE DU NUMERO 1

□ FACE À L'HISTOIRE

LA RÉÉCRITURE DE L'HISTOIRE PAR LES EXPOSITIONS MONUMENTALES D'ART D'ÉCONOMIE MIXTE.

□ L'ÉTAT-NATION

ET LE NATIONALISME

LES NATIONALISMES, D'HIER ET D'AUJOURD'HUI, À PARTIR DE L'ANALYSE DU LIVRE D'HOBBSAWM, « NATIONS ET NATIONALISME DEPUIS 1780 ».

□ FACE-À-FACE

L'ALIÉNATION DE L'ART À TRAVERS L'EXPOSITION DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU.

□ LES RETOMBÉES

DE LA GUERRE FROIDE

SUR LA POLLUTION NUCLÉAIRE CATASTROPHIQUE ACCUMULÉE AUX ETATS-UNIS DEPUIS LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE.



jours correspondu à une plus grande complexité du système capitaliste. Le cas spécifique de la France est exemplaire. Après avoir eu recours aux migrations internes d'origine paysanne et aux migrations d'origine coloniale, le capitalisme français a consommé, au cours de son expansion de l'après-guerre, la force de travail des paysans et des prolétaires pauvres des pays du sud de l'Europe. Dans ce cas, les mouvements de main-d'œuvre ont précédé les mouvements de capitaux. Mais ils annonçaient l'intégration des économies européennes, la création d'un espace économique unifié. Ce développement a vu les faibles économies périphériques tomber progressivement sous le contrôle des grands groupes capitalistes du « noyau dur » européen. Leurs infrastructures productives ont été rasées et les petits marchés locaux intégrés dans le marché unifié européen. Si, en Europe, on voit bien le rapport entre mouvements de capitaux et mouvements de la force de travail, les choses peuvent sembler moins nettes dès qu'il s'agit des immigrations originaires d'Asie ou d'Afrique. Pourtant la persistance d'un courant migratoire d'Afrique du nord et d'Afrique noire vers la France ne peut être comprise en dehors de l'histoire du colonialisme et néocolonialisme français, du maintien des intérêts du capitalisme français dans ces régions. Qui plus est, les retombées économiques de cette immigration furent essentielles pour la survie des régimes locaux mis en place par Paris. D'où l'importance des rapports d'Etat à Etat dans la politique d'immigration française.

Ce que ces travailleurs immigrés attendent de la société française découle, pour beaucoup, des liens historiques et des repères culturels créés par le colonialisme. Ainsi, le désir d'intégration dans la société française est un puissant facteur mobilisateur comme on l'a bien vu avec la lutte des « sans-papiers » (1996-1997), où l'exigence des droits sociaux pour les enfants d'immigrés clandestins donna cohésion et détermination au mouvement. Mais cette aspiration est aussi utilisée par le pouvoir à des fins de division. Les mouvements sont détournés du terrain de l'exploitation et réduits à l'humanitaire et à la défense des droits formels, divisant la collectivité en lutte selon des critères d'intégration, fondés essentiellement sur le droit des familles et des enfants. Ce qui explique aussi pourquoi la classe politique française hésite constamment entre la répression par l'intégration et la répression sans intégration. C'est pourquoi la question de la famille et des enfants est au centre de tous les projets de réglementation de l'immigration et de toute nouvelle mesure de l'Etat tendant à rendre plus précaire le séjour des immi-

grés. C'est pourquoi, enfin, dans le cas français, toute tentative pour traiter l'immigré exclusivement comme force de travail, est source de conflit majeur et facteur de déstabilisation politique de la société tout entière. Des secteurs dynamiques du capitalisme sont désormais demandeurs d'une immigration de type nouveau, précaire, malléable et avec un minimum de droits formels. L'Etat français doit donc établir une nouvelle politique d'immigration correspondant aux besoins actuels d'exploitation. Pour ce faire, il est obligé de composer avec le poids du passé et de tergiverser. D'une part, il doit continuer à tenir compte de la forte revendication d'intégration portée par l'immigration provenant de son ancien espace colonial. D'autre part, la perte d'influence du capitalisme français en Afrique peut enfin permettre à l'Etat de réviser ses politiques d'immigration, les libérant des contraintes d'Etat à Etat, établies à la décolonisation.



DANS LE CAPITALISME, le mouvement des travailleurs se fait selon les conditions de vente et d'achat de la marchandise force de travail. Comme celui des capitaux, ce mouvement n'est « libre » que dans le cadre des lois du marché. Aujourd'hui, la précarisation de la condition d'immigré est la forme la plus libre que prend la circulation des hommes en tant que marchandises. Cela étant, il importe de voir que dans les pays développés la refonte des politiques d'immigration est menée de pair avec la réforme de l'Etat providence. On sait que, dans les grands Etats modernes, les dépenses sociales constituent une part minime des dépenses publiques¹². La destruction des systèmes de protection sociale et l'exclusion de larges secteurs de la population pauvre a pour but, avant tout, de réduire les coûts globaux du travail et d'améliorer ainsi la rentabilité du capital. S'attaquer au salaire social n'a de sens que dans la mesure où cela entraîne la baisse du salaire direct. La « mise à plat » de l'ancienne législation du travail, l'éclatement des garanties de l'ancienne classe ouvrière et la précarisation du statut de l'immigré sont autant de mesures permettant de créer une nouvelle réserve de main-d'œuvre à bon marché. Il en est de même pour la réduction des prestations sociales. C'est le sens de la réforme du welfare américain, qui renvoie aujourd'hui sur le marché du travail un prolétariat payé à des tarifs défiant toute concurrence – qu'il s'agisse des salariés des pays pauvres ou des immigrés illégaux qui travaillent aux Etats-Unis¹³. Partout dans les pays développés, on fait des économies sur le coût de la reproduction de la classe ouvrière. L'élargissement du

marché du travail à l'ensemble de la planète et la création d'une nouvelle immigration malléable vont dans ce sens. Les coupes dans les politiques de santé publique montrent que le système capitaliste ne considère plus ces dépenses comme socialement nécessaires et faisant partie du coût de l'entretien et de la reproduction de la force de travail. Elles sont superflues dans la mesure où tout travailleur immigré précaire peut être remplacé, déplacé, expulsé à merci, selon les besoins de la production¹⁴.

En étudiant le mouvement du capital, Marx avait conclu qu'à chaque période de développement capitaliste correspond une « loi de la population ». Aujourd'hui, ce sont les besoins capitalistes en force de travail qui commandent les politiques d'immigration et expliquent le sort réservé à la jeunesse d'origine immigrée des pays occidentaux. Côte à côte avec les prolétaires définitivement éjectés de la production, et au même titre que la population des ghettos américains et des bidonvilles du tiers-monde, ces jeunes font partie de la population en surnombre dans la phase actuelle de valorisation du capital¹⁵. Parquée, marginalisée et criminalisée, cette jeunesse ne peut plus prétendre intégrer les rangs de l'ancien prolétariat, décimé par le déclin de la production industrielle. Les conditions de travail de la génération de leurs parents (immigrés permanents à statut légal) n'existent plus ou sont pour eux inacceptables, celles de la nouvelle immigration précaire le sont tout

autant. Or, comme le fait remarquer Sassen, le nouvel immigré doit de plus en plus être réduit à sa qualité de marchandise, et les rares droits formels attachés à l'ancienne condition d'immigré doivent être supprimés. La condition humaine de citoyen imparfait qui leur était reconnue, leur est dorénavant contestée. Les Etats capitalistes considèrent les coûts de reproduction, d'entretien et de contrôle des jeunes issus de l'immigration ayant accédé à des droits formels, comme une charge. En France, les réformes successives de la loi de la nationalité et le recours constant aux pratiques telles que la « double peine »¹⁶ visent justement la jeunesse qui fait partie de la surpopulation prolétaire.

Une des fonctions de l'Etat moderne est de régler le rapport entre ses nationaux et les étran-

gers, créant ainsi une catégorie de force de travail à statut séparé. Dans ce cadre, la pratique récurrente de la régularisation est devenue la façon de gérer la nouvelle immigration tournante, malléable et à statut précaire. Plus qu'une mesure destinée à agir sur le marché du travail, la régularisation cherche la pacification sociale, elle sert de soupape de sécurité : « La nécessité de "passer l'éponge" de façon régulière, sous peine de voir se développer une catégorie de sans-droits et donc des situations potentiellement explosives. »¹⁷ Ce qui signifie que les termes des politiques de régularisation dépendent avant tout du rapport de force créé par la lutte des travailleurs immigrés, et non d'une prétendue « générosité » de



● La ville froide – Klee – 1921 ●

l'Etat capitaliste. Régulariser revient à reconnaître que l'immigration clandestine est devenue un état de fait, irréversible et permanent sous le capitalisme actuel. La « régularisation » est la légitimation de la situation de clandestinité.



L'AUTORITARISME croissant du système démocratique n'est pas sans rapport avec la forme moderne de la « loi de la population ». Les dépenses nécessaires à la répression sont celles que le système considère comme indispensables à la stabilité des rapports sociaux. La démocratie formelle cache l'inégalité sociale et économique sur laquelle se fonde le capitalisme. Nous entrons aujourd'hui dans une époque où le pouvoir politique tente de réduire à sa

plus simple expression ce cadre formel. Et où le réformisme à l'envers se définit par la défense du moindre mal et de la « solution la moins mauvaise »¹⁸. Or la force de travail est une marchandise bien particulière en ce sens que le travailleur qui la vend n'abdique jamais ses droits en tant qu'être humain, il ne se voit jamais réduit à la marchandise qui le fait exister. Le travailleur immigré, à plus forte raison, investit toutes ses énergies dans la réalisation du projet de survie et d'intégration dans la société où il

peut vendre au plus cher sa force de travail. S'il vend sa force de travail dans un endroit, c'est justement pour pouvoir y vivre. La tendance du capitalisme moderne à traiter les migrants comme des marchandises crée des nouvelles résistances de classe. C'est ainsi que doivent être comprises et soutenues les luttes des travailleurs immigrés qui refusent de voir le cadre de leur existence réduit aux variations de l'échange marchand.

CHARLES REEVE ■

1 – Chevenement, entretien, « Le Monde » 26 juin 1997.

2 – Saskia Sassen, « The Mobility of Labor and Capital », Cambridge University Press, 1994. Voir aussi Nigel Harris, « The New Untouchables Immigration and the New World Order », Tauris, London, 1995.

3 – Sans travail, l'homme n'est plus en mesure de fonder une famille. L'émigration survient comme la seule et unique possibilité de trouver un travail et de regagner l'identité masculine traditionnelle. Voir « Tomorrow's second sex », « The Economist », London, 28 septembre 1996.

4 – Entre 1969 et 1972, 22 millions d'emplois industriels furent perdus aux Etats-Unis.

5 – Sassen étudie l'industrie du prêt-à-porter à New York et l'électronique à Los Angeles.

6 – Voir « Nike commence à trouver trop élevés les salaires asiatiques », « Le Monde », 24 juin 1997.

7 – Les grandes multinationales contrôlent 90 % des mouvements des capitaux. Les multinationales américaines vendent 70 % de leurs marchandises aux Etats-Unis.

8 – Les Etats-Unis et le Canada constituent le premier marché mondial.

9 – Les grèves et les manifestations violentes (Vietnam, Chine, Indonésie), inquiètent les multinationales installées en Asie, voir « Le Monde », 24 juin 1997, op. cit. La grève générale de 1997, en Corée du Sud, montre que la baisse des coûts de production dans ces pays a atteint des limites. Au Mexique, les multinationales concentrent leurs investissements dans les zones proches de la frontière avec les Etats-Unis.

10 – Au début des années 80, le chiffre estimé des immigrés clandestins aux Etats-Unis était de 3 à 12 millions... pour une population de 230 millions.

11 – L'exportation de la marchandise force de travail est devenue essentielle pour des pays comme les Philippines ou le Mexique (plus de 600 000 personnes par an).

12 – Aux Etats-Unis, où 14 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté officiel, le welfare et les bons d'alimentation représentent 3 % du budget de l'Etat fédéral.

13 – D'après le nouveau système du workfare, les chômeurs en fin de droits indemnisés par l'Etat (au tarif du RMI) sont placés dans des entreprises privées ou des services publics, où ils continuent de percevoir la même somme : 1,5 \$ de l'heure, le salaire minimal fédéral étant de 5,5 \$.

14 – Aux Etats-Unis, la nouvelle loi d'immigration (passée par l'administration démocrate) retire aux immigrés légaux le bénéfice des prestations sociales (santé, éducation, bons d'alimentation) de l'Etat fédéral.

15 – La « découverte » des conséquences de cet état de fait dans le livre de Viviane Forester, « L'horreur économique », constitue un véritable cri d'angoisse de la gauche humaniste. Son extraordinaire succès ne peut pas s'expliquer par la banalité du texte, il traduit plutôt une inquiétude fataliste vis-à-vis de l'économie vue comme catégorie fétiche de la société bourgeoise.

16 – Expulsion du territoire pour les jeunes d'origine immigrée ayant effectué une peine de prison.

17 – Editorial, « Le Monde », 11 juin 1997.

18 – Les modalités de régularisation ainsi que les modifications des lois sur l'immigration sont élaborées par des « experts », universitaires et autres, dont les travaux aboutissent invariablement à des conclusions de xénophobie réformiste : la définition du « niveau acceptable » d'immigration !



« La France entend rester fidèle à sa tradition de terre d'asile. Il ne serait pas cependant admissible que des étrangers puissent, sur notre territoire, prendre part de manière active aux discussions de politique intérieure et provoquer des troubles et du désordre. »

Circulaire du gouvernement de Léon Blum, en date du 4 juillet 1936, à destination des préfets. ■

■ DE BLUM A CHEVENEMENT ■

Entrée dans la CEE en 1981 avec l'arrivée du PASOK (socialiste) au gouvernement, la Grèce n'en finit pas de faire les frais de ce que l'économiste Alain Minc appelle « la mondialisation heureuse »... Ruine de la paysannerie traditionnelle, mise à sac de la petite pêcheurie au bénéfice de l'industrie agro-alimentaire, politique draconienne de baisse des salaires et des mesures sociales sont, comme partout ailleurs, l'expression d'une volonté plus générale d'asseoir le profit sur une centralisation forcée ignorant les frontières. Alors que les partis et les syndicats appellent à la responsabilité de leurs Etats respectifs, le processus de bureaucratisation se poursuit, organisant la mise au pas des individus grâce au chantage à la misère et à celui de l'immigration. Le texte que nous reproduisons ici est extrait d'un courrier relatant les luttes qui se sont déroulées en Grèce en cours de l'hiver 1996-1997.

FLORENCE. ■

QUOI DE NEUF CHEZ LES GRECS ?

des luttes importantes ont été menées l'hiver dernier en Grèce. Il y a d'abord eu la mobilisation des paysans et notamment des producteurs de coton, qui ont été sévèrement touchés par les fortes pluies de l'année dernière et d'une manière plus générale par la fin des mesures protectionnistes issues des accords du GATT. Le problème agraire est assez complexe, mais il tient essentiellement à la disparition des petits paysans due à la restructuration de l'agriculture. Le pourcentage de paysans en Grèce est, avec 21 %, le plus haut d'Europe ce que le gouvernement considère comme excessif. Il a donc déclaré qu'il devait être ramené à 7 %. Les années 80 avaient déjà vu la remise en cause progressive des barrières douanières, des subventions et de la politique des prix fixes. Par la suite, ces mesures ont été remplacées par d'autres imposées par la politique agricole de la CEE, puis par les accords du GATT. Les subventions européennes favorisent pour l'essentiel les grands complexes de l'agro-business. D'un autre côté, les quotas concernant certains produits agricoles sont devenus plus stricts. Cela signifie qu'un fermier qui dépasse la quantité de production fixée doit s'acquitter d'une amende : une mesure qui frappe d'abord les petits paysans. Etant donné le coût élevé de la production et les dettes envers les banques, les petits paysans sont incapables de rivaliser avec l'agro-business, en Grèce ou au niveau mondial. D'après le Registre agricole, qui a pris effet en septembre 1997, les paysans dont le revenu principal ne provient pas de l'agriculture, pour au moins 50 %, ne sont pas considérés comme paysans et, à ce titre, ne peuvent pas prétendre aux subventions et indemnités. Ces conditions excluent de fait la majorité de la petite bourgeoisie paysanne.



LES PAYSANS ont bloqué deux fois les autoroutes. La première fois, de fin novembre à mi-dé-

cembre 1996, a été la plus efficace mais le parti communiste, qui contrôle totalement le comité paysan, a été appelé pour faire cesser la mobilisation le temps des vacances de Noël. Le mouvement a cependant repris à la fin du mois de janvier mais sans qu'aucun blocage ait pu être entrepris cette fois-ci car le gouvernement a envoyé des milliers de flics et de sections anti-émeutes dans la plaine de Thessaly. Dès le début du mouvement, la propagande médiatique contre eux a été dure. Le ministre de la Justice les ayant qualifiés d'« ânes », de « criminels » et de « vulgaires », les paysans ont fait circuler dans les villages des ânes montés sur des charettes flanquées de panneaux portant le nom du ministre en question. Il y a également eu quelques attaques de véhicules de police : lors de l'une d'elles, des paysans ont littéralement soulevé du sol un car de police à la force des bras alors que celui-ci était plein de flics, avant de partir en emportant les clés de contact. Une partie de cache-cache a ensuite commencé à travers champs : les paysans dirigeant leurs tracteurs vers les autoroutes pendant que les flics anti-émeutes armés jusqu'aux dents les poursuivaient à pied. Malheureusement, après quelques jours de poursuite, les flics se sont vengés en endommageant les tracteurs qui, sur les conseils du parti communiste, avaient été laissés sans surveillance sur l'autoroute de Paleofaralos. Beaucoup de paysans leur ont promis qu'ils se retrouveraient sur les terrains de football.



EN CE QUI CONCERNE les pêcheurs, ils vivent sous la menace constante du chômage. Les propriétaires de bateaux n'ont pas seulement réduit la composition des équipages mais aussi la proportion de Grecs au profit de pêcheurs étrangers. Il y a trois ans, le gouvernement a promulgué une loi permettant aux patrons de pêche d'embaucher un plus grand nombre d'ouvriers étrangers à des salaires équivalant au tiers de ceux des pêcheurs grecs. Ain-

si, les marins ont, au mois de janvier 1997, stoppé les machines pendant dix jours et bloqué les ports, ce qui a causé beaucoup plus de problèmes de circulation des marchandises que le mouvement paysan ne l'a fait. C'est la raison pour laquelle ils ont été mis en échec plus rapidement que ces derniers par les forces spéciales de police et par leur syndicat... Ils sont pourtant parvenus à un « compromis » sur les mesures sociales et les charges fiscales.



PAR AILLEURS, il y a eu une autre lutte : une grève de treize jours menée par les professeurs de l'école primaire, que je considère comme très importante, et pas seulement parce que j'y ai personnellement pris part. Le mouvement a démarré alors que la grève des enseignants du secondaire en était à la deuxième semaine. Cela s'est toujours déroulé de cette manière dans le passé : les enseignants du secondaire étant plus militants démarraient

une grève et tout ce qu'ils parvenaient à gagner profitait automatiquement aux enseignants du primaire, que ceux-ci aient été mobilisés ou non. Toutefois les choses ont été un peu différentes cette fois-ci. Même si les enseignants du secondaire sont restés en grève pendant deux mois, le mouvement des instituteurs s'est révélé plus dynamique car la majeure partie d'entre eux est très jeune. En plus, les leaders syndicaux, pour la plupart membres du parti au gouvernement, sont apparus si ouvertement vendus et déplorables qu'ils ont été attaqués et chassés de l'hôtel où ils avaient appelé au retrait de la grève au milieu du mois de février. L'hôtel, qui était plutôt chic, res-

semblait à un champ de bataille après le rassemblement. Nous avons ensuite marché sur le siège des organisations syndicales où nous avons été accueillis par les flics. Le bâtiment a été occupé pendant deux jours mais la grève était finie. Cette explosion collective a été dynamique ce qui est assez inhabituel chez les enseignants qui sont des gens assez conservateurs. La grève en elle-même a mis en avant assez peu de revendications. Etant donné l'enthousiasme des grévistes, je crois que la grande majorité d'entre eux a participé au mouvement non seulement pour obtenir une augmentation des salaires mais également pour protester contre les conditions de travail et le rôle des leaders syndicaux. La grève des ensei-

gnants du secondaire a été plus disciplinée. La plupart de ses militants a entre 40 et 50 ans et fait partie de cette génération qui s'est engagée dans l'action politique après la chute de la dictature. Leur idéologie est la pure expression de la social-démocratie. Des slogans comme « Education libre et publique

pour tous » ont dominé pendant le mouvement. Il est difficile de dire si les deux grèves ont gagné ou pas. La plupart des revendications n'ont pas été pleinement satisfaites, principalement celles concernant les augmentations de salaires, mais les grèves ont au moins fait obstacle, temporairement sans doute, aux réformes libérales à venir en ce qui concerne l'éducation et le secteur public dans son ensemble (augmentation des postes de travail à temps partiel, allongement de la durée de cotisation pour prétendre à une retraite complète, salaires indexés sur la productivité).

K. ■



JUIN 36 : L'ENVERS DU DECOR

Alors que Mai 68 est resté dans la mémoire sociale comme un mouvement social réprimé de façon combinée par le patronat, l'État, les partis de gauche et les syndicats, celle-ci n'a retenu des grèves de mai-juin 36 que les «acquis sociaux» du Front populaire. Pourtant, ceux-ci n'ont été que les concessions nécessaires du gouvernement de Blum à la répression du plus grand mouvement social de l'entre-deux guerres. La réédition de «Front populaire, révolution manquée» de Daniel Guérin¹ est l'occasion de revenir sur cette période, qui par bien des aspects est proche de la nôtre. Si le rôle joué par le PC étonnera peu (le mot historique de Thorez, «Il faut savoir terminer une grève», est resté dans les annales de police sociale), celui des socialistes est moins connu. Au-delà de l'action des partis de gauche et des syndicats, les événements de mai-juin 1936 nous rappellent qu'en matière de répression sociale, on n'est jamais mieux servi que par ceux qui nous représentent et parlent en notre nom, du moins tant que la règle du jeu n'aura pas été changée. ■

Le mouvement des occupations est apparu de façon spontanée, prenant au dépourvu aussi bien le patronat, le gouvernement que les syndicats et les partis de gauche : « Le mouvement s'est déclenché sans qu'on sût exactement comment et où. » (Jouhaux, secrétaire général de la CGT). Quelle a été l'attitude du patronat, de l'État et des syndicats pour faire cesser les occupations en juin 36 ?²

Minimiser l'ampleur des grèves, désinformation, rétention d'informations

Si le patronat dénonce très vite le caractère révolutionnaire des occupations, en revanche, socialistes, communistes et syndicats dénie tout caractère subversif au mouvement des grèves. Le 6 juin, Jouhaux déclare : « Les grèves qui se déroulent actuellement à Paris et dans toute la France ne sont ni politiques ni insurrectionnelles, elles sont strictement corporatives. » Les séquestrations de patrons dans les usines occupées sont fréquentes dès le début du mouvement, mais à la demande du gouvernement les syndicats font pression sur les grévistes pour que cesse cette pratique. La CGT déclare que les patrons « doivent être libres d'entrer et sortir des établissements » et qu'il faut « éviter toute exagération, enchères démagogiques, désordre dangereux ». Alors que, de façon générale, les patrons s'attendent en mai-juin à être dépossédés et expropriés³, ils s'aperçoivent avec étonnement qu'ils n'ont affaire, grâce à la modération des syndicats, qu'à des revendications⁴. Chez Renault, « Lehideux [membre de la direction de l'usine] est fort surpris de la modestie des revendications ouvrières »⁵. Dans la presse ouvrière, le ton est à la modération. « L'Humanité » ne fait un rapprochement entre les premières grèves que le 24 mai (elles ont commencé le 11). Lorsque les grèves reprennent, dans la deuxième phase du mouvement (2-7 juin), ce n'est qu'en sixième

page que « L'Humanité » annonce la reprise des grèves. La même chose se reproduira après les accords Matignon et le renouveau des occupations. La désinformation contre les occupations est pratiquée de façon égale par le patronat, qui dénonce des séquestrations là où il n'y en a pas, et par les partis de gauche et les syndicats : il s'agit de faire plier les grévistes par tous les moyens. Salengro, ministre socialiste de l'Intérieur, publie le 6 juin un communiqué affirmant que l'agitation reflue alors que précisément elle s'accroît. Quand le mouvement refluera réellement, la presse ouvrière fera silence sur les dernières résistances des grévistes. La médiatisation de l'agitation ouvrière par les syndicats est un moyen grossier mais efficace de déformer la réalité des luttes sociales : chaque défaite des grévistes est présentée mensongèrement comme une victoire. Dans les entreprises en grève, le syndicat pratique la rétention d'informations pour isoler les grévistes du contexte dans lequel il négocie avec le patronat, officiellement en leur nom. « [Chez Renault], à mesure que les jours passent, note Simone Weil,⁶ les informations données aux ouvriers par les délégués se font plus rares et moins précises. »

Le chantage à l'intérêt national, l'étranger comme bouc émissaire

Le PC, patriotique depuis le pacte Staline-Laval de 1935, qui associe à chacune de ses manifestations le drapeau tricolore avec le drapeau rouge et « La Marseillaise » à « L'Internationale », utilise le chantage à la défense nationale pour faire cesser les débordements ouvriers : « Nous estimons impossible une politique qui, face à la menace hitlérienne, risquerait de mettre en jeu la sécurité de la France. »⁷ (« L'Humanité » du 3 juin). Il se pose en garant de l'unité de la nation : « Les pourparlers rompus doivent être repris. C'est à l'autorité gouvernementale d'intervenir avec force auprès des syndicats patro-

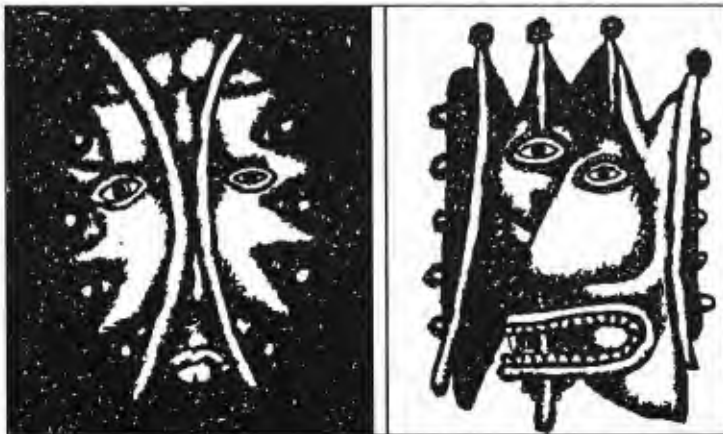
naux pour qu'ils acceptent de donner satisfaction aux ouvriers. La situation présente, due à l'égoïsme et à l'obstination patronale, ne saurait se prolonger sans péril pour la sécurité du peuple de France.» (idem, 6 juin). Après l'appel de Thorez du 11 juin appelant à la reprise du travail (« Il faut savoir terminer une grève. »), les grévistes qui continuent les occupations malgré l'opposition des syndicats et des communistes, sont ouvertement calomniés : les anarchistes et les trotskistes sont accusés, avec les fascistes, de chercher à entraîner les masses dans une aventure. Chez Renault, les communistes encouragent les manifestations d'intimidation : enterrements simulés de jaunes mais aussi de Croix de feu (extrême-droite) ou de trotskistes ; des tracts désignent nominalement les supposés trotskistes. Il s'agit pour le PC d'opposer l'union de la nation fran-

désordre. » A la fin du mois de juin, le mouvement est quasiment terminé dans les villes, mais il se prolonge dans les campagnes où des grèves d'ouvriers agricoles éclatent dès la mi-juin en Ile-de-France : la répression attire l'attention sur le rôle de la main-d'œuvre étrangère dans cette agitation. Les grévistes et les manifestants sont accusés de porter atteinte à la nation, d'être la main de l'étranger. Une accusation qui ne vient pas seulement de l'extrême-droite, mais désormais aussi du gouvernement de Front populaire et des organisations du mouvement ouvrier.⁸

Négocier les revendications des grévistes à l'intérieur du consensus social

Dès 1935, face à la crise et à la menace fasciste, la CGT prône un rapprochement avec les classes moyennes : « Nous savons qu'il est dans les circonstances actuelles impossible de réaliser immédiatement [la transformation totale de l'économie] car, en la poursuivant, nous dresserions contre nous une coalition de gens dont certains, au contraire, doivent être avec nous. » Thorez, dans son discours du 11 juin, ne s'exprime pas autrement : « Notre but, dit-il en substance, reste le pouvoir des soviets, mais ce n'est pas pour ce soir ni pour demain matin, car toutes les conditions ne sont pas réunies et notamment nous n'avons pas encore derrière nous, décidée comme nous jusqu'au bout, toute la population des campagnes. Nous risquerions même, en certains cas, de nous aliéner quelques sympathies des couches de la petite bourgeoisie et des paysans de France. » Les syndicats s'efforcent donc de réduire les revendications ouvrières dans le cadre légaliste bourgeois. En octobre, après le mouvement des grèves, la CGT déclarera que « c'est pratiquer une véritable démocratie que [de] mettre sur le même plan droit au travail et droit de propriété, et vouloir que l'un et l'autre trouvent, par des solutions de justice sociale, leur sauvegarde. » En période d'agitation sociale dure, pour les classes dirigeantes l'union des classes est la priorité absolue : Blum borne son action gouvernementale dans les limites du programme ultramodéré du Front populaire, il rappelle que les électeurs n'ont pas voté socialiste mais Front populaire. En écho, Thorez explique qu'il ne « saurait être question de dire que "maintenant les questions revendicatives passent au second plan et qu'il s'agit de prendre possession des usines et de placer la production sous le contrôle direct des ouvriers" : il ne faut pas compromettre l'œuvre gouvernementale. » Frachon, un leader communiste de la CGT, veut en finir avec les occupations d'usine pour ne pas mettre en danger l'alliance avec les radicaux (dans ce marché de dupe, au sein du Front po-

Barthélémy Schwartz



● On ne lui avait pas encore dit qu'il était sourd ●

gaise à l'agitation ouvrière, implicitement accusée d'encourager, en persistant, la menace hitlérienne et fasciste. L'antifascisme dans sa version bureaucratique-bourgeoise devient la justification idéologique de la répression du mouvement des occupations par les organisations ouvrières elles-mêmes (PC, SFIO, syndicats). Un amalgame est fait entre les éléments étrangers aux syndicats et les étrangers qui travaillent en France. L'étranger devient le bouc émissaire. C'est le motif d'intrusion d'éléments étrangers aux syndicats qui est le prétexte au gouvernement pour prendre ses premières mesures d'ordre : « Il est vrai, déclare le socialiste Blum, qu'on a le sentiment de groupements suspects et étrangers à l'organisation syndicale. » Le 4 juillet, le gouvernement publie une circulaire aux préfets : « La France entend rester fidèle à sa tradition de terre d'asile. Il ne serait pas cependant admissible que des étrangers puissent sur notre territoire prendre part de manière active aux discussions de politique intérieure [entendre les occupations d'usine] et provoquer des troubles et du

pulaire, le parti centriste des radicaux, soutenu par le puissant trust des assurances, s'opposera à toute mesure de contrainte à l'égard du patronat). Dès les premières grèves de mai 36, le Front populaire (gouvernement, partis et syndicats) et le mouvement des occupations étaient faits pour se télescoper.

Pour une gestion rationnelle du capitalisme

Syndicats et partis ouvriers dénoncent le caractère « irresponsable » du patronat. Dès 1935, le Plan de la CGT plaide explicitement pour une économie dirigée reposant sur des nationalisations couvrant l'ensemble des activités, privées ou non. Bien que les idées du Plan ne soient pas retenues dans les propositions du Front populaire, l'idée d'une gestion plus rationnelle de l'économie est une idée forte dans le syndicalisme et dans les partis dits ouvriers. Le 29 mai, « L'Humanité » explique que, si le patronat comprenait mieux ce qui se passe dans les usines, les occupations n'auraient pas eu lieu : « *Le mouvement de la métallurgie de la région parisienne peut très rapidement se calmer si, du côté patronal, on est disposé à faire droit aux légitimes et raisonnables revendications ouvrières.* »⁹ Il suffirait donc d'une gestion plus rationnelle des usines pour éviter ce genre de « désagréments ». Cette idée d'une gestion rationnelle et dirigée de l'économie se retrouve, en cette période de crise, également au sein d'une partie du grand patronat, qui s'exprime notamment autour des « Nouveaux Cahiers ». Cette revue qui réunit banquiers, industriels, hauts fonctionnaires et syndicalistes propose une collaboration du patronat avec les syndicats ouvriers : « *Si certains industriels français n'ont pas encore compris l'importance des changements intervenus depuis quelques mois dans l'ordre social et caressent quelque rêve chimérique de retour aux errements du passé, d'autres savent qu'une telle évolution est irrévocable. Ils sont prêts à s'y adapter et à y adapter leurs usines.* » Juin 36 est l'amorce de la société d'économie mixte en France

L'intervention de l'État : les accords Matignon

L'intervention est demandée par le patronat¹⁰, qui ne parvient pas, malgré l'appui des syndicats, à résorber le mouvement des occupations. Si l'État intervient, c'est parce que, pour la première fois depuis 1919, l'équilibre social en France n'est plus en faveur du patronat. En accord avec ce dernier, Blum fait croire qu'il est à l'origine des accords Matignon. Ce mensonge du gouvernement du Front populaire a pour le patronat l'avantage de renforcer le prestige

de l'État à un moment où le patronat a cruellement besoin de son aide, mais aussi de cacher aux grévistes la faiblesse réelle d'un patronat qui ne veut pas leur montrer qu'il est prêt à négocier¹¹. Le gouvernement espère, par les accords Matignon, en échange d'acquis sociaux (contrat collectif, congés payés, semaine de 40 heures, augmentation des salaires, etc.), mettre fin en quelques jours aux occupations. Si le patronat est prêt à tout accepter pour récupérer ses unités de production (dès lors que l'essentiel, l'exploitation privée capitaliste, n'est pas remise en cause), les syndicats, en revanche, sont modérés car l'objet de la négociation est moins de monnayer au prix fort des avantages sociaux que de faire cesser à tout prix le mouvement des occupations. C'est à l'initiative du patronat, et non des syndicats, que le principe des délégués ouvriers dans les entreprises est retenu dans les négociations. Les accords Matignon consacrent ainsi le syndicalisme dans sa fonction sociale de gestion des rapports sociaux avec le patronat et l'État. Mais cette consécration ne fait que valider le rôle répressif, utile et efficace que les syndicats ont dû exercer pour mettre fin aux occupations. En ce sens, si juin 36 est une grande victoire, c'est celle du syndicalisme et une défaite du mouvement gréviste. Pour survivre, le capitalisme français a dû se modifier. La reconnaissance du syndicat comme partenaire légitime par le patronat ouvre « *une ère nouvelle* » (Jouhaux), mais plus encore l'apparition de l'État comme troisième partenaire. Jouhaux dira d'ailleurs : « *Cela démontre péremptoirement qu'il n'est pas nécessaire de réaliser l'État totalitaire et autoritaire pour l'élévation de la classe ouvrière à son rôle de collaboratrice dans l'économie nationale, mais le fonctionnement régulier et l'élévation de la démocratie le permettent.* »

Le patronat découvre l'utilité du syndicat en période de crise sociale

La contrepartie des acquis cédés par le gouvernement et le patronat aux grévistes lors de l'accord Matignon du 7 juin, c'est l'évacuation des entreprises. Les syndicats s'engagent à favoriser la reprise, mais insistent sur la responsabilité du patronat dans la crise sociale : « *C'est vraiment maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils n'y sont plus pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour exécuter nos ordres.* » Et Richemond, représentant du patronat, de reconnaître : « *C'est vrai, nous avons eu tort.* » Le patronat approuve la CGT lorsqu'elle explique que si les militants syndicalistes n'avaient

pas été réprimés pendant quinze ans dans les entreprises, il n'y aurait pas eu de mouvement des occupations en France. Pour le syndicat, c'est dans la perspective d'une gestion rationnelle du capitalisme que les militants syndicaux sont utiles dans les usines, pour prévenir les situations de crise et aussi, quand elles éclatent, pour aider à les dénouer. A l'issue de la convention collective de la métallurgie, le représentant du patronat, le baron Pétiet « [souhaite] *vivement que le contact reste maintenu entre les deux délégations (patronat-CGT) par des réunions périodiques* ». Le patronat entend garder le contact avec un syndicat qui a fait ses preuves pour l'aider à résister aux exigences des grévistes. Certains chefs d'entreprises font pression sur les salariés non syndiqués pour qu'ils adhèrent à la CGT, le meilleur garant pour eux de ne pas avoir un débordement incontrôlé dans leur entreprise. Mais cette soudaine lucidité du patronat à l'égard des syndicats ne s'impose en juin 36 que par l'urgence de la crise sociale ; elle sera très tôt oubliée dès que la crise sera terminée. Dès septembre 1936, le patronat du textile écrit une lettre à Blum expliquant la nouvelle règle du jeu : « *Les industriels du textiles de Lille ne veulent plus que leurs usines soient occupées. Ils ne veulent plus de séquestrations, de laisser-passer accordés aux patrons par les délégués d'usine, de menaces adressées au personnel qui ne partage pas la manière de voir de la CGT. Ils ne veulent plus voir de patrons bloqués chez eux ou assaillis dans leurs usines, ils ne veulent plus voir leurs bureaux et magasins occupés, ils ne veulent plus être "autorisés" à entrer dans leurs établissements pour payer leurs ouvriers, ils ne veulent plus de piquets de grève installés jour et nuit au domicile de leurs directeurs, ils ne veulent plus que leur personnel puisse être traduit en jugement par un conseil d'usine.* » Le patronat ne veut plus être humilié. En novembre 1938, une répression classique et revancharde sera décidée par le gouvernement de droite qui aura succédé à Blum : selon le témoignage d'un des leaders de la CGT de l'époque, 9 % de la population active du secteur industriel et commercial sera licencié le 1^{er} décembre 1938 à la suite de ces dernières grèves.

Les nationalisations contre les occupations

Chez les grévistes, il y a l'idée que les nationalisations des entreprises par l'État sont une garantie pour eux. La menace d'appeler à la nationalisation est souvent brandie par eux dans les entreprises occupées. Après l'échec des accords Matignon du 7 juin, le mouvement de grève reprend dans la métallurgie parce que les grévistes dénoncent des accords qu'ils estiment en deçà de ce qu'ils ont exprimé dans

leurs cahiers de revendications (la CGT au contraire appelle dès le 9 juin à la reprise du travail, et parle de victoire). Le 10 juin, les grévistes posent un ultimatum au patronat : dans 48 heures, celui-ci devra avoir satisfait leurs demandes, faute de quoi ils demanderont la nationalisation des usines de guerre et celles travaillant pour l'État, leur fonctionnement étant assuré par le personnel technique et ouvrier, sous le contrôle des ministères intéressés. A Rouen, les travailleurs du pétrole déclarent vouloir poursuivre la grève jusqu'à la nationalisation. La nationalisation étant au préalable une dépossession du patron privé, il y a à la fois chez les grévistes la croyance que la révolution peut être faite par en haut (par l'État) et une première phase de l'autogestion (la phase suivante serait de ne pas attendre la nationalisation par l'État mais d'autogérer directement l'entreprise). Mais les réquisitions par l'État sont déjà envisagées par la CGT comme des moyens de briser le mouvement de contestation sociale. Jouhaux rappelle le 16 juin devant le comité confédéral de la CGT que le gouvernement avait, à sa demande, envisagé des procédures de réquisition : « *Nous avons fait admettre le principe de la réquisition dans les branches indispensables à la consommation, à la seule condition que les organisations ouvrières se mettraient au service des entreprises réquisitionnées. Le gouvernement n'a pas eu à faire usage de cette arme, mais il fait savoir qu'elle existe.* » Belin, membre du bureau de la CGT, commentant ces propos, explique ce que réquisition veut dire : « *Supposons que, par la suite des conflits, le ravitaillement de la capitale en essence, en lait et en farine se trouve compromis. Le rôle du gouvernement serait d'assurer par tous les moyens la distribution de ces produits. A cet effet, il devrait réquisitionner les établissements où ouvriers et employés en grève reprendraient le travail sous les ordres du gouvernement. Et si le conflit durait ? L'État resterait, pendant toute sa durée, le garant des industries et des commerces réquisitionnés. Dans ce cas, la grève serait caractérisée non plus par la cessation du travail, mais par sa reprise sous la gestion de l'État, donc par une dépossession provisoire des employeurs. Ceux-ci rentreraient en possession de leurs entreprises sitôt le conflit terminé. Observez qu'on n'a pas envisagé de faire fonctionner les usines, il s'agit uniquement d'une mesure d'exception pour empêcher que la population ne subisse de graves inconvénients.* » (Lefranc, p. 141). Une autre forme de neutralisation a été inaugurée par le gouvernement Blum : l'arbitrage. Il consiste en un gel du conflit social dans l'entreprise, la protégeant de fait des grévistes, lesquels ont tout à perdre d'une neutralisation de leur offensive, tandis qu'elle

sert les intérêts du patronat en validant, par son application, la légalité capitaliste. « C'est ainsi, explique Blum, que les grèves du Nord et celles de la Sambre ont pu être réglées à l'amiable. La neutralisation était une sorte de mise sous scellés pendant laquelle tous les droits, de part et d'autre, étaient respectés. Nous avons fait voter ensuite par les Chambres un texte qui interdisait la grève et le lock-out tant que les tentatives de conciliation prévues par la loi suivraient leur cours. »¹²

ABC de répression socialiste

Le patronat s'oppose à l'usage de la force par le gouvernement, bien que les occupations sauvages de ses unités de production le prennent à la gorge : « Nous risquons un conflit sanglant [argumente un délégué du patronat], c'est du sang qui rejaillira sur nous et cela nous interdira peut-être de reprendre la direction de nos usines. »¹³ Moyen offensif, les occupations sont aussi un moyen défensif : elles interdisent au patronat de recruter, en cette période de crise et de chômage, des jaunes. L'objectif prioritaire est de libérer les usines occupées. Le gouvernement Blum fera son possible pour ne pas user de la force policière contre les grévistes. Le 7 juillet, le ministre de l'Intérieur a résumé sa politique devant les sénateurs : « Salengro a dit au Sénat qu'il ferait cesser l'occupation des usines par tous les moyens appropriés. Ce qui dans son idée signifie une intervention des militants du mouvement syndical, puis celle des pouvoirs publics. Si cela ne suffisait pas, on ferait confirmer cette intervention par les militants et par les pouvoirs publics. Si le résultat n'était toujours pas obtenu, une intervention commune serait effectuée, et ce n'est que

si toutes ces tentatives de persuasion échouaient que le gouvernement emploierait d'autres mesures. C'est-à-dire qu'on enverrait des gendarmes. »¹⁴ Pour le gouvernement de Front populaire, la répression des occupations passe donc par plusieurs phases : d'abord user des syndicats comme force dissuasive et policière à l'intérieur des entreprises, ensuite faire intervenir l'État comme arbitre, puis, comme dernier moyen, utiliser les forces armées. Si le recours à la force syndicale est un palliatif censé éviter au gouvernement de recourir à la force armée, à partir du 11 juin et de l'appel de Thorez à la reprise du travail, le processus de répression est lancé : le gouvernement mobilise les forces armées. Des troupes de

gardes mobiles sont concentrées par le gouvernement autour des centres ouvriers, dans la région parisienne, dans les centres agricoles et dans le nord de la France. Le Front populaire baisse le masque.

dans « Front populaire, révolution manquée », Guérin, ancien membre de la Gauche révolutionnaire de Pivert à l'intérieur de la SFIO, livre, sous forme autobiographique, le récit de la montée du fascisme en France dans les années 30, des résistances antifascistes (le Front populaire) mais aussi ouvrières (les occupations de juin 36). Si la lecture de ce livre permet d'éclairer utilement, en les comparant, les montées du fascisme et de l'antifascisme hier et aujourd'hui, elle l'est moins, en revanche, pour comprendre ce que fut la répression sociale du mouvement des occupations de juin 36, par le Front populaire antifasciste justement. Très disert sur la création du Front populaire de 1934 à 1936, les querelles politiques et la critique des tambouilles des partis, Guérin ne consacre que trente petites pages sur les occupations de juin 36. Si cet



Barthélémy Schwartz

● L'histoire du bœuf et de la grenouille ●

ouvrage est utile, cependant, dans l'étude du mouvement des occupations, c'est dans ce qu'il nous apprend, involontairement, des moyens de répression qui furent mis en œuvre pour briser les grèves de mai-juin 36. Et la GR de la SFIO, en participant au travestissement d'un Front populaire garant de la légalité capitaliste en un pseudo-gouvernement à tendance révolutionnaire qu'il suffisait de gauchir pour lui faire prendre une direction révolutionnaire, apporta sa contribution à cette répression.



GUÉRIN REJOINT LA GR en 1935, quand les trotskistes sont exclus de la SFIO. Extrême-

gauche de la SFIO, la GR sera exclue à son tour en 1938, et s'individualisera en dehors du parti en devenant le PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan, 1938-1940). Jusqu'à leur exclusion, les pivertistes croient pouvoir gauchir le Front populaire mais, tout en critiquant Blum, ils participent au gouvernement du Front populaire (Pivert sera chargé de la propagande).¹⁵ En participant activement à l'héroïsation et à la mythologie du gouvernement Blum, non seulement ils cautionnent la politique d'abord modérée puis ouvertement répressive du Front populaire, mais aussi et surtout ils sont à l'avant-garde de ce marché de dupe où la coalition du Front populaire se fait passer pour l'alliée des ouvriers en grève, alors que précisément elle a pour mandat de réprimer l'agitation ouvrière. Alors que le gouvernement Blum s'apprête à signer le soir du 7 juin 1936 les accords Matignon, dont la finalité est avant tout, en échange de quelques concessions, de faire cesser les grèves, les pivertistes s'activent pour faire du leader socialiste un héros : « *Lorsque, au lendemain [de la présentation de son gouvernement], devant les chambres, le 7 juin, [Blum] vient au Vélodrome d'hiver, jurer au peuple de France de ne se jamais laisser déloger du pouvoir sans combat, une mise en scène extraordinaire salue son entrée. Des projecteurs sont braqués sur lui. Un orchestre joue "L'Internationale". Les militants se métamorphosent en choristes. Les Jeunes Gardes en chemise bleue forment une double haie vibrante. Les fidèles scandent indéfiniment à en perdre haleine : "Vive Blum !" ou "Blum ! Blum !" Qui est le metteur en scène de ce culte ? Nul autre que Marceau Pivert. Un peu plus tard, trop tard, il invitera les militants à se libérer d'une "certaine religiosité" qui leur interdit de juger sainement la politique des "militants les plus prestigieux". Mais, en attendant, c'est lui qui fait fonction de grand-prêtre.* » Et Guérin de conclure : « *Nous aidions ainsi, dans une certaine mesure, à la propagation d'une duperie.* » (p. 163) Guérin montre bien l'influence des nouvelles techniques de propagande de masse inaugurées en Allemagne nazie sur les idéologues socialistes. Pivert « *croit aux techniques de propagande totalitaires* », pour lui « *le*

socialisme doit répondre à ces armes "venimeuses" (les techniques de propagande fascistes et nazies) par des armes équivalentes et user contre le fascisme des mêmes méthodes d'obsession provoquée ». ¹⁶ Dans les deux cas, l'individu n'a d'existence qu'au travers des masses.



TOUT EN CRITIQUANT Pivert, Guérin le suivra jusqu'à la guerre, de la SFIO au PSOP. De même qu'il ne voit d'action possible qu'à l'intérieur des partis socialiste ou communiste (il choisit la SFIO), de même la GR proposera (vainement) l'unification de la SFIO et du PC, parce que « *c'était de l'intérieur du mouvement ouvrier unifié que nous voulions rechercher les possibilités de redressement révolutionnaire* ». (p. 165). Ce qui explique pourquoi le regard de Guérin dans ce livre porte essentiellement sur l'activité des partis et de ses dirigeants. Après la guerre, Pivert réintègrera la SFIO, il écrira rétrospectivement à propos du Front populaire : « *Oui, tout était possible. Appuyé sur ces masses ferventes, Blum pouvait tout*¹⁷ : aucune force parmi celles du grand capitalisme, du fascisme, de l'état-major, de l'Église, de la réaction n'aurait pu lui résister. S'il l'avait voulu,¹⁸ il n'avait qu'un mot à dire et des milices ouvrières et paysannes armées auraient surgi du sol jusque dans les moindres villages ; elles auraient protégé les conquêtes sociales, appuyé les grandes nationalisations, réduit à l'impuissance les trusts. » (cité par Guérin, p. 186). Que le socialiste Blum a effectivement fait tout ce qu'il a pu pour mettre fin aux occupations d'usines est un fait historique qui échappait toujours à Pivert vingt ans plus tard. On comprend mieux comment les pivertistes, dont Guérin, en soutenant un Front populaire qu'ils critiquaient, ont aidé à « *la propagation d'une duperie* ». Malgré les limites indiquées, « *Front populaire, révolution manquée* » est un extraordinaire témoignage critique sur la montée du fascisme, l'antifascisme, le Front populaire et les grèves de juin 36, et une excellente introduction à cette période et à ses enjeux.

BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ■

1 – Editions Babel/Actes Sud, 1997.

2 – Principales sources : « *Juin 36* », de Danos et Gibelin (La Découverte 1986) ; « *Juin 36* », de Lefranc (Julliard, 1966) ; « *La France en mouvement* », sous la direction de Jean Bouvier : recueil d'articles de divers auteurs, consacrés à juin 36, parus dans « *Le mouvement social* », (Champ Vallon, 1986).

3 – « *Rappelez-vous, les 4 et 5 juin 36, il y avait un million de grévistes. Rappelez-vous que le mouvement gagnait d'heure*

en heure et de proche en proche dans la France entière. Des témoins oculaires vous l'ont dit. M. Sarrault l'a dit, M. Frossard l'a dit. La panique, la terreur étaient générales. Je n'étais pas sans rapport moi-même avec les représentants du grand patronat et je me souviens de ce qu'on me disait, ou me faisait dire par des amis communs : "Alors, quoi, c'est la révolution ? Qu'est-ce qu'on va nous prendre ? Qu'est-ce qu'on va nous laisser ?" » Blum au procès de Riom, 1942,

Pottecher, «Le procès de la défaite», (Fayard, 1989, p.129).

4 – Voir les témoignages rapportés par Lefranc (op. cit., pp. 204-205).

5 – «Les grèves du Front populaire aux usines Renault», Badié, «La France en mouvement».

6 – Note sur Simone Weil.

7 – Sauf indication contraire, les passages en italique dans les citations sont soulignés par moi.

8 – Il faudra d'ailleurs attendre la fin du mouvement des occupations, fin juin, pour que le gouvernement publie un décret sur la dissolution des ligues d'extrême-droite.

9 – Raisonables, pour qui ?

10 – Blum est contacté par le patronat trois jours après son arrivée au pouvoir, que la Bourse accueille avec satisfaction, «car on pense généralement que le nouveau gouvernement mettra fin rapidement au mouvement de grève» («Le Temps», 4 juin 36). Lors du procès de Riom, Blum déclarera : «A ce moment [lorsque éclatent les premières grèves de 1936], dans la bourgeoisie, et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait, on m'es-

pérait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus que dans une sorte d'intervention providentielle : je veux dire l'arrivée au pouvoir d'un homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de dissuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force.» (Guérin, p. 192).

11 – Richemond déplorera ainsi «le manque de résistance notoire d'une grande partie du patronat».

12 – Blum au procès de Riom, «Le procès de la défaite», (p. 143).

13 – Sarrault devant le Sénat, 7 juillet 1936.

14 – Communiqué du ministère de l'Intérieur, juillet 36

15 – Guérin sera, cependant, le seul des pivertistes à voter contre la participation au gouvernement Blum (p. 188).

16 – Tchakhotine, auteur du «Viol des foules par la propagande politique» (1939), est introduit dans la GR par Pivert.

17 – Je souligne.

18 – Idem.



SERGE BRICIANER, DES NUANCES DU NOIR ET DU ROUGE VIF

On me dit que, avec les années qui passent, ça va être comme à la guerre. Des cratères partout, un vide qui progressivement nous enveloppe. La seule voie de salut, ajoutent d'autres, est de combler le vide avec la vie, continuer de vivre avec la mort, en somme. Comment décrire l'inacceptable que nous sommes obligés d'accepter. La mort des amis qui devient partie de notre vie. Selon la formule usuelle, il faut se faire à l'idée. Encore un de ces « lieux communs métaphoriques dont notre paresse a coutume de se régaler sans craindre la surprise », écrivait René Crevel. Et là, la surprise est de taille. Je tourne autour de la question, je n'ose pas écrire les mots qui me font mal. Serge Bricianer, mon ami, est mort.



IL Y A D'ABORD EU cette erreur médicale, comme il disait avec ironie. Un poumon de moins, ça passait encore. La médecine, il s'en servait comme tout le monde. Sans y croire plus que les médecins eux-mêmes. « Médecin ou pas médecin, c'est de la merde », disait-il, quelques jours avant la fin. La deuxième erreur fut irréparable : la mort. Serge faisait partie de ma vie, de mes repères critiques sur

le monde. Comment essayer de parler de lui au passé ? Serge n'était pas, à proprement parler, un exemple de sociabilité. Il était solitaire et secret, quelqu'un de très fin, timide et réservé, d'un abord difficile, parfois jusqu'au rejet. Une riche trajectoire résumée en quelques lignes, une des rares fois où il a écrit sur lui-même : « *Après avoir accompagné les Jeunesses communistes de l'an 40, tant qu'on y parlait de "fraternisation prolétarienne" (du moins est-ce là ce que je croyais entendre), j'ai traversé quelques-unes des nuances du noir et du rouge vif.* »¹ Des nuances qui allèrent du surréalisme à « Socialisme ou Barbarie », « ICO » ou encore de revues plus confidentielles comme « Mise au point » ou « Spartacus ». Dans le bouillonnement de l'après 68, quelques-uns d'entre nous croisèrent sa trajectoire, et la rencontre s'est transformée en amitié. En amitié, il était d'une fidélité sans faille, comme dans les inimitiés d'ailleurs. Par lui, souvent malgré lui, moi et d'autres, avons été introduits dans la tribu des subversifs du siècle qui faisaient partie du panorama de sa vie. Il y avait : Breton, Pannekoek, Brauner, Rubel, Debord, Souvarine, Tanguy, Luca, Mattick, Herold, Natalia Trotsky, Korsch, Péret, Castoriadis, Nadeau, Malaquais, Franz Jung et bien d'autres

illustres inconnus. Qu'on ne se méprenne pas. Serge avait horreur de tout ce qui pouvait ressembler, de près ou de loin, à une amicale d'anciens combattants. Il parlait d'eux lorsqu'il avait envie, quand l'occasion l'y incitait – avec le recul ironique pour lequel il était si doué et pas toujours avec tendresse. « *Le passé ne nous intéresse que dans la mesure où il nous aide à comprendre le présent* », disait-il. A sa façon, Serge vivait totalement dans le présent. Avec la distance qui était propre à sa personnalité, il s'intéressait à tout, suivait l'état désastreux du monde. Mais jamais le cynisme, qu'il maniait fort à propos, n'a remplacé une forte éthique sociale. Droit et intègre, il ne faisait pas de concessions. Son sens de l'humour était féroce mais il fallait connaître ses codes pour jouer le jeu de l'ironie. Dans les moments de confusion, quand l'ambiguïté des situations me brouillait l'esprit, je faisais appel à lui pour m'ouvrir une fenêtre. « *Que veux-tu que je pense ?* », commençait-il par dire. Ensuite, dans une phrase, une formule lapidaire, il balayait le brouillard. Mais bien sûr... D'une rare exigence intellectuelle et d'une exceptionnelle rigueur, il pestait tout le temps contre ceux qui se permettent de dire n'importe quoi sur tout. Jamais il n'a cessé d'écrire et toujours il considérait que ce qu'il faisait était inachevé. Cela nous exaspérait. « *Et tu t'imagines que ça se fait comme ça, qu'on peut traiter une question pareille en quelques phrases ?* » Pour lui, le travail intellectuel consistait à « *éclairer un contexte, étayer encore ou prolonger une analyse ou, le cas échéant, à la discuter ou actualiser en procédant par touches successives.* »² Son but étant de « *décider le lecteur à en faire autant* ».



IL NOUS A LAISSÉ deux livres qui font référence pour ceux qui s'intéressent aux courants du marxisme révolutionnaire : « *Pannekoek et les conseils ouvriers* » (EDI, Paris, 1969) et « *Karl Korsch, marxisme et contre-révolution* » (Seuil, Paris, 1975), ainsi que de nombreuses traductions de Paul Mattick et d'autres auteurs du courant du communisme de conseils. D'une culture inépuisable,

avec un savoir qui ne ressemblait jamais à une accumulation de connaissances, il était parfois tranchant, sec, voire élitiste. Comment pouvait-on ignorer ce qu'il considérait comme essentiel ? Il avait toujours refusé de « réussir », et il était peu avare de remarques sarcastiques sur les universitaires et autres intellectuels professionnels, qu'il appelait avec plaisir « chercheurs d'Etat ». Il n'y avait pas là la moindre jalousie. Ce qu'il mettait en cause, c'était la fonction sociale. La formule de son grand ami Paul Mattick était la sienne : « *Dit ce que tu dois dire, fais ce que tu dois faire, exprime-toi là où on t'en donne l'occasion, mais, surtout, ne te compromets jamais avec des imbéciles.* » La sottise, la médiocrité et les faiblesses de la pensée, il était fort doué pour les déceler. L'internationalisme du courant d'idées auquel il se rattachait m'a toujours séduit. Un internationalisme qui était dans sa façon d'être, pas une position politique de sectarisme doctrinaire. Le dégoût surréaliste de tout ce qui est relent patriotique ou identitaire, il l'avait gardé intact. Parmi les amis de sa vie nombreux furent ceux qui avaient connu l'exil, l'immigration et le déracinement.



J'ARRÊTE LÀ, car il n'aurait pas aimé que ces lignes ressemblent à des louanges. « *Brrr ! Ça sert à quoi ? C'est la vie qui compte.* » Un grand vide est là, puisque Serge n'est plus parmi nous. C'est plus qu'un manque. C'est indicible. Ça semble presque prétentieux de dire que nous devons continuer sans lui, en faisant vivre ce que nous avons été capables de prendre chez lui. Un courage, une cohérence, un respect de soi, une éthique, la sensibilité à l'injustice sociale et le profond désir d'un monde fraternel et égalitaire. Comme son ami, le poète surréaliste Jean-Pierre Duprey, Serge Bricianer était « *allergique à la planète* ». Faisons en sorte que ce sentiment soit partagé.

CHARLES REEVE ■

1 – Introduction, « *Karl Korsch, marxisme et contre-révolution* » (choix de textes traduits et présentés par Serge Bricianer), Seuil, Paris, 1975.

2 – *Ibid.*



LES MYTHES DE LA SCIENCE EXPERIMENTALE

dans l'histoire des sociétés et des Etats, il est des mythes fondateurs. Vérités incontestables, du moins pour l'essentiel, leur fonction est toujours de justifier le mode de domination en place et d'étouffer dans l'œuf les tentatives de le remettre en cause lorsqu'il commence à apparaître pour ce qu'il est. Il en va de même avec les mythes fondateurs de la science. Face à l'accumulation des catastrophes et des scandales dans lesquels il trempe, le corps des scientifiques a encore l'impudence d'affirmer qu'il n'est question que de bavures, rien que de bavures, imputables à quelques chercheurs irresponsables, politiciens corrompus et militaires fous furieux. Mais la science en tant que telle n'aurait rien à voir avec de pareilles horreurs. Désormais, la faune des réformateurs et des moralistes, chercheurs encore en activité ou déjà en retraite, monte au créneau. Ils utilisent tous les moyens publicitaires et médiatiques mis à leur disposition par l'Etat afin de la rendre plus présentable aux yeux des désabusés. A les croire, il suffirait qu'elle renoue avec l'esprit qui était, paraît-il, le sien à l'origine pour qu'elle revienne dans le bon chemin. Il ne nous semble donc pas inutile de revenir quelque peu sur cette genèse imaginaire.



POUR L'HISTOIRE OFFICIELLE, l'avancée décisive de la science, vers la fin de la Renaissance, fut l'œuvre de personnalités hors du commun, solitaires, intègres et désintéressées, persécutées par l'Eglise et prêtes au sacrifice suprême pour faire triompher leur cause : dissiper les ténèbres de l'obscurantisme, éclairer des lumières de la connaissance de la nature le chemin de l'humanité afin qu'elle progresse dans la conquête du bonheur.

Mais loin d'être des révolutionnaires intrépides, les pères fondateurs de la science étaient en règle générale des réformateurs frileux, des ecclésiastiques bon teint, des propriétaires fonciers et des bourgeois, voire des bêtes de pouvoir, comme Francis Bacon, chancelier d'Angleterre et principal idéologue de la science expérimentale. Ils étaient même hostiles à la remise en cause radicale de la religion : Bacon fit chasser Giordano Bruno de l'université de Londres pour hérésie. En revanche, tous reprochaient à l'Eglise de prendre position sur des sujets qui ne la concernaient pas. Les théologiens ne devaient plus être les censeurs des chercheurs en

sciences de la nature : « *Il faut rendre à la foi ce qui est à la foi, à la science ce qui est à la science.* »¹ La séparation du divin et du profane était à l'ordre du jour. L'émancipation de la science envers la théologie alla de pair avec l'émancipation de la bourgeoisie envers l'aristocratie et l'église romaine, en particulier en Angleterre, berceau de l'accumulation du capital. Malgré les foudres de l'Eglise, la reconnaissance de la science par l'Etat fut très vite acquise. Les Etats absolutistes, prototypes des Etats nationaux d'aujourd'hui, étaient engagés dans des guerres pour le contrôle du marché mondial en cours de constitution et pour le partage des colonies. Ils étaient soucieux d'affermir leur propre base manufacturière, civile et militaire. D'où la fondation, au cours du Grand Siècle, des académies royales des sciences, placées sous la tutelle des monarques, mais aussi d'académies parallèles, financées par les compagnies bancaires et commerciales qui avaient le monopole des échanges avec les colonies. Les académiciens étaient pensionnés par l'Etat et parfois salariés par des manufacturiers, des banquiers et des commerçants. Les sommités académiques purent ainsi acquérir notoriété et revenus lucratifs pour effectuer, à l'ombre du despotisme, leurs chères recherches. Isaac Newton, le symbole de la science de l'époque, président de l'académie royale d'Angleterre, était aussi l'un des principaux actionnaires et gestionnaires de la Compagnie anglaise des Indes orientales et de la future banque d'Angleterre. Le crédit de la science accompagnait l'essor du crédit lui-même.

L'autonomie de pensée envers l'Eglise romaine avait été la grande revendication des pères fondateurs. Dans leur esprit, le despotisme éclairé de l'Etat devait les protéger contre les persécutions de l'Eglise. Mais les monarques et les chevaliers de l'industrie, de la banque et du commerce ne se bornèrent pas à financer les académies. Ils intervinrent dans leurs discussions et leurs choix. L'intervention de l'Etat devint encore plus systématique, en particulier en France dès le règne du Roi-Soleil. Les ministres du roi de France, dans les décennies qui précédèrent la Révolution, interdirent même aux académies de continuer à étudier la physique dans l'esprit d'Aristote, sanctifié par Rome comme le maître à penser de la mécanique. La physique de Newton avait déjà pignon sur rue et elle était reconnue comme le modèle de la science expérimentale.

L'Etat stimula le développement des sciences qui étaient indispensables à l'accumulation du capital et à l'accroissement de la puissance royale. Ainsi, la botanique prit de l'importance en relation avec l'extension des plantations placées sous le contrôle des diverses compagnies des Indes. Les jardins botaniques qu'elles finançaient en métropole étaient des laboratoires où les naturalistes étudiaient les possibilités d'accroître le rendement des cultures exotiques dans les colonies.



DANS L'ESPRIT des idéologues de la science, le concept de nature avait des fonctions bien précises : la religion avait régné au nom de Dieu, la science allait le faire au nom de la Nature. Etrange nature d'ailleurs que celle qu'ils étaient censés représenter. Réifiée, elle n'avait plus rien à voir avec la nature telle que l'entendaient les meilleurs critiques du christianisme comme Giordano Bruno, malgré leurs travers panthéistes : nature créatrice, source de vie, qui n'existait qu'à travers la multitude des choses et des êtres passagers qui la composaient. Mue par des forces dynamiques et contradictoires, l'évolution de la nature ne se résumait pas à la répétition perpétuelle des mêmes phénomènes même lorsqu'ils présentaient, au cours de leur mouvement dans l'espace et dans le temps, de remarquables régularités. Pour Bruno, la notion de créativité, au sens profane et non divin, impliquait qu'il y avait eu et qu'il y aurait encore des créations, des disparitions et des transformations spontanées imprévues dans la nature, que l'ensemble des évolutions, des mutations et des régressions n'est pas donné d'avance et prévisible. Il y avait de l'insaisissable, de l'indicible et de l'impensable dans la nature à moins d'imaginer que l'humanité, à l'image de Dieu, était le véritable démiurge de l'univers. De plus, il ne se contenta pas de reconnaître l'importance des connexions et des corrélations entre l'humanité et la nature, comprise comme le milieu indispensable à la vie humaine. Les humains eux-mêmes étaient l'une des manifestations de la puissance créatrice de la nature. Ils en faisaient partie même s'ils s'en distinguaient par leurs facultés particulières, en premier plan desquelles il plaçait la sensibilité et la pensée.

L'idée que la nature puisse être créatrice n'était pas du goût de la science. La nature devait être muette et lorsqu'elle ne l'était pas, les scientifiques n'hésitaient pas à la faire taire : « *Le seul espoir du progrès réside dans la restauration de la science et le commencement de cette restauration doit prendre en compte la totalité de l'histoire naturelle mais elle est de genre inédit. Car ce que réclame l'entendement,*

c'est la préparation de la chose appropriée et c'est pourquoi nous nous penchons très peu sur l'histoire de la nature libre et déliée dans l'œuvre et le cours spontanés qui lui sont propres. Nous nous préoccupons de l'histoire de la nature contrainte et tourmentée telle qu'elle est quand l'effort et l'art du mortel l'arrachent à l'état propre, la pressent et la façonnent. Nous n'avons cure de l'orgueil et du prestige de la chose et la nature nous apparaît plus à travers les tourments et les fers de l'art que dans la liberté propre. »²

« *Le savoir est le pouvoir* »³ : Bacon, avec le cynisme propre à l'homme d'Etat, avait au moins le mérite d'annoncer la couleur. La formule lapidaire tranchait à la racine avec la prétention à l'innocence de la science, distincte des besoins du capital, motivée par la recherche de la connaissance pour le plaisir de la connaissance de la nature. Le socle sur lequel reposait la science était le processus historique de séparation entre la nature et la société fondée sur l'exploitation et la domination, le processus d'appropriation de la nature par le travail, qui était en train de prendre des dimensions inconnues jusqu'alors avec l'apparition du travail salarié et des instruments nécessaires à la mise en valeur du capital. Dans l'optique des idéologues de la science, la nature avait toujours été le siège de forces étrangères et hostiles à l'humanité. Le progrès de l'humanité consistait à les dompter toujours plus afin de transformer la nature en milieu adapté aux besoins de la propriété et de l'Etat. Et le rôle qu'ils assignaient à la science était de travailler à aggraver le processus de domestication pour « *nous rendre enfin maîtres et possesseurs de la totalité de la nature* »⁴. En tant qu'élite du savoir, ils plaçaient bien entendu leurs activités de recherche bien au-dessus de celles du commun des mortels. Mais, en dépit des moyens sophistiqués qu'elles utilisaient, elles n'en restaient pas moins du travail destiné à valoriser le capital. C'est pourquoi, dès l'aube de l'industrialisation, ils ne se préoccupèrent pas que de recherche pure mais entreprirent de faire fusionner science et technologie. Leurs instruments de laboratoire étaient déjà à la fois les modélisations et les prototypes de ceux qui commençaient à être utilisés par le capitalisme, en particulier dans le domaine décisif de la puissance motrice.

Par suite, il n'est guère étonnant qu'ils aient assimilé l'histoire naturelle à l'histoire des sociétés de classe, en particulier à celle de la société capitaliste. Lorsque Bacon affirmait que « *nous, ministres et interprètes de la nature, nous ne pouvons la gouverner qu'à condition de lui obéir* »⁵, il révélait que, dans le monde à l'envers de la science, c'était le capitalisme

lui-même qui apparaissait comme nature, comme autorité suprême à laquelle tous devaient allégerance. Les prétendues lois de la nature étaient à l'image des lois qui idéalisait alors le mode de fonctionnement du capital, guidé par le besoin de générer, d'investir et de réinvestir sans cesse les bénéfices pour survivre, quitte à ravager et à stériliser la nature. En d'autres termes, elles n'exprimaient que la soumission aux nécessités de l'accumulation. Le livre des merveilles de la nature interprété par la science ressemblait fort aux prosaïques livres de comptes de la bourgeoisie et de l'Etat.



A LA SUITE des pères de la foi, ceux de la science entendaient aussi dompter les êtres humains. Ils savaient d'ailleurs que la réalisation de leurs objectifs dépendait en dernière analyse des damnés de la Terre. Ils ne pensaient pas bouleverser le monde à eux seuls. Par contre, ils voulaient en assurer la direction.

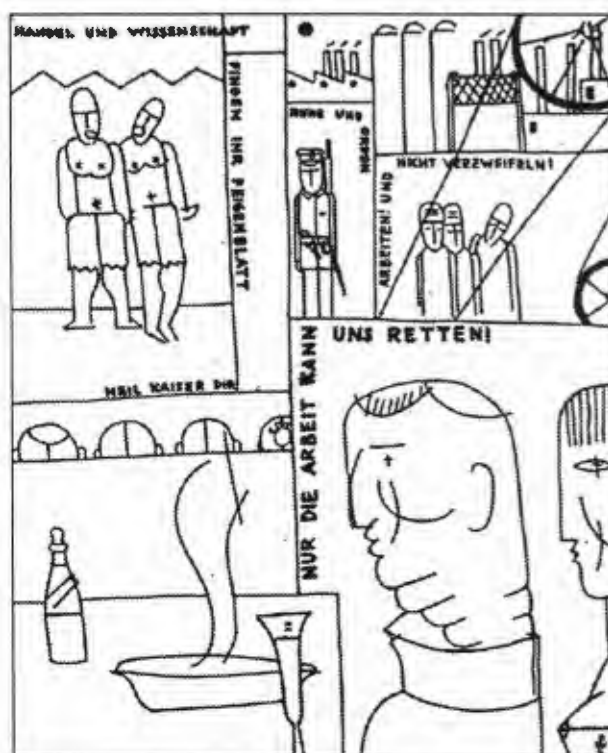
C'est pourquoi, dès la fin de la Renaissance, ils commencèrent à tracer des plans de réorganisation de la société et de l'Etat. Dans la société utopique et totalitaire qu'il imagine, « La Nouvelle Atlantide », Bacon anticipe par bien des côtés le scientifique à venir. Même si la religion et la morale chrétiennes continuent à avoir leur place à Atlantis, l'empire de la Raison a succédé au royaume de Dieu sur Terre. Pas d'autorité sans pouvoir, pas de pouvoir sans savoir, pas de savoir sans science qui le valide, tel est le thème central de l'utopie de Bacon. Riches de leur expérience dans la maîtrise des choses et des êtres, les scientifiques forment le noyau de la hiérarchie. Ils la dirigent et régularisent la vie de tous les jours, de l'atelier à la cuisine domestique. La cité idéale fonctionne, à l'image des automates, de façon régulière sous le contrôle des maîtres du savoir. Guidée par la connaissance du monde détenue par le cénacle, elle est exempte des contradictions qui troublaient jusqu'alors l'harmonie de la société. Lorsqu'elles apparaissent, celles-ci ne peuvent être que le fait de personnes inadaptées qui refusent de placer les lois de la communauté, fondées sur la science, au-dessus de leurs propres passions individuelles. Si les perturbateurs de l'harmonie refusent de comprendre, il faut savoir les neutraliser. A l'image de la raison d'Etat, la Raison avait horreur de la contradiction.

Nous le voyons, dès l'origine, les scientifiques eurent l'incroyable prétention d'apprendre au reste de l'humanité à vivre et à mourir. Le « commander en obéissant » révéla leur soif de pouvoir démesurée. Rien n'est plus implacable que les idéologues

qui imaginent détenir enfin la clé de la compréhension du monde. Miroirs du monde, ils en sont donc les seuls authentiques interprètes et le reste de l'univers leur doit obéissance. Comme le montra Bakouline, « leur gouvernement ne peut être que cruel, exploiteur et oppresseur »⁶.



LA HAINE des sens, des rêves et des passions humaines fut l'une des caractéristiques principales des théologiens. L'adoration du monde divin était la seule passion qu'ils reconnaissaient comme digne



● Science et commerce – F. W. Seiwert – 1921 ●

d'être vécue. Les scientifiques, hostiles au sensualisme, firent de même au nom de la connaissance du monde profane. Ils affirmèrent, comme Bacon, que « notre esprit n'a pas besoin d'ailes mais de semelles de plomb » et combattirent comme la peste « les sens et les passions qui nous trompent, l'imagination et les représentations fantastiques et superflues qui encombrant notre esprit »⁷. Loin de libérer ces facultés essentielles de l'espèce humaine que sont la sensibilité, la réflexion, l'imagination, ils eurent donc pour objectif de les mater encore plus pour les adapter aux nécessités de leur idole.

Dans leur esprit, la rigueur scientifique découlait de la mise en œuvre de la méthode de pensée inductive et déductive. Considérée comme le préalable au processus de formation des concepts eux-mêmes,

elle devait barrer la route à la vaine spéculation et faciliter l'investigation réaliste de la nature grâce au soin apporté à l'étude des détails négligés jusqu'alors. Mais à l'usage, le « discours de la méthode » sanctionna le triomphe de l'idéologie instrumentaliste, le règne de la fonctionnalisation de la pensée, de la lourde cogitation formaliste, analogique, répétitive et incapable de faire preuve d'esprit critique. Face à elle, les processus spontanés de formation des idées, à la fois individuels et collectifs, qui mettaient en œuvre l'ensemble des facultés humaines, n'avaient plus aucune importance. L'idéal était la mathématisation de la nature.

En effet, il ne pouvait y avoir de science que chiffrable et celle-ci ne saurait diriger le monde sans calcul. Les clercs avaient le latin, comme langage codé, véhicule de la révélation des mystères de la foi. Les scientifiques eurent le leur, le langage mathématique, comme moyen de tenir à jour leurs comptes avec la nature. Ils ne faisaient pas mystère du caractère réducteur des mathématiques, où la réitération tenait lieu d'argumentation « *mais la science est l'art de la mesure et la mesure est à ce prix. Hors de la commodité du calcul, tout paraît beaucoup trop embrouillé et subtil.* »⁸ Grâce à elles, ils purent enfin réaliser leur obsession : transformer le monde en entités équivalentes, pondérables, mesurables, calculables, quantifiables et formulables en symboles mathématiques. Les fameuses lois n'étaient elles-mêmes que des moyens commodes pour mettre en équations les phénomènes de la vie. Elles n'expliquaient rien mais se révélaient utiles pour constater et calculer l'état et l'évolution des systèmes et des fonctions.



COMME PUISSANCE aspirant à la domination, la science avait besoin de martyrs. La célébrité de Galilée auprès du public éclairé de l'époque vint bien plus du procès que lui intenta l'Inquisition que des preuves sujettes à caution qu'il était censé apporter pour fonder le principe de l'inertie, clé de voûte de la physique expérimentale. Mais la martyrologie se révéla néanmoins insuffisante. De religieuse, la vérité devait devenir scientifique, non pas révélée mais prouvée. Ainsi naquit le mythe de la preuve expérimentale.

L'humanité n'avait pas attendu la science pour faire des expériences. Tous les êtres humains en réalisent de leur naissance à leur mort. Elles ont toujours été partie intégrante de la vie humaine, et même non humaine, dès qu'elle possède des facultés telles que la sensibilité, la mémoire et la réflexion, fussent-elles embryonnaires. Dans l'esprit des

meilleurs penseurs de l'époque, comme Giordano Bruno, l'expérience, le sensible associé au pensé, était l'une des sources principales de la connaissance du monde mais aussi de soi-même.

Imbus d'eux-mêmes, les idéologues de la science méprisaient l'expérience de sens commun. Ils étaient cependant obligés d'en tenir compte dans la mesure où leurs propres expérimentations paraissaient très hermétiques aux yeux des gens qu'ils voulaient captiver, aristocrates et bourgeois éclairés. Aussi, dans leur bouche, l'appel au bon sens avait pour fonction de frapper l'imagination des naïfs éblouis. Newton aurait ainsi formulé le principe de la gravitation grâce à la chute des pommes dans le jardin d'Oxford. Preuve indiscutable de génie car, depuis le temps que les pommiers fleurissent dans les jardins anglais, personne n'avait eu l'idée d'en tirer pareil principe universel. Mais les tricheurs oubliaient de dire que, sans l'acceptation de l'axiome de Galilée sur l'inertie, l'hypothèse de Newton n'avait aucune valeur.

En réalité, pour les scientifiques, l'expérience humaine était quelque chose d'inférieur et d'inessentiel : « *Le domaine des choses vulgaires, qui ne peut rien nous apprendre sur l'intimité de la nature* »⁹. Détachée de la vie et considérée comme supérieure à elle, l'expérience devint leur domaine réservé : elle devait leur révéler les mystères cachés de la nature, la substance invisible et quelque peu immuable, tapie au sein des phénomènes visibles et qui devait déterminer leur évolution. Mais, prisonniers de leurs préjugés instrumentalistes, ils n'arrivèrent jamais à comprendre de façon approfondie le monde qu'ils étaient censés observer de façon impartiale. Ils étudiaient, paraît-il, la vie mais des propriétés aussi essentielles à la vie que la sensibilité, ils ne les rencontraient pas sous leurs instruments de mesure sinon à titre d'obstacles à surmonter. De façon générale, tous les phénomènes qui n'entraient pas dans le moule fixé par les chancres de l'expérimentation étaient considérés comme annexes. Bacon l'avoua lui-même sans fard : « *Est digne de ce nom, celle conçue et présentée avec l'habileté et la rigueur de l'art en vue d'obtenir ce qui est recherché. L'induction procède par séparation dans l'expérimentation et la conclusion nécessaire dépend de l'exclusion obligée. Et le nécessaire, c'est le mesurable.* »¹⁰ L'a posteriori vérifiait l'a priori à condition de ne pas hésiter à manipuler la manipulation. Il suffisait de circonscrire et d'isoler le domaine de validité des tests et de définir à l'avance ce qui devait être fragmenté et écarté. En dernière analyse, le critère de validité dépendait du choix des étalons et des instruments de mesure qui permettaient de confirmer,

de corriger et même d'infirmer les axiomes de base lorsque les tests ne conduisaient pas aux conséquences souhaitées. Il était même possible, à la limite, de démontrer à peu près n'importe quoi. Mais, dans la réalité, les choix ne furent jamais faits sans arrière-pensées. Les expérimentateurs ne pouvaient laisser l'idéologie à la porte de leurs laboratoires. Et, attachés à leur statut de corps privilégié, il fut très rare qu'ils n'aient pas orienté leurs expérimentations dans le sens déterminé par les nécessités du capitalisme et de l'Etat.



L'EXPÉRIMENTATION n'a jamais prouvé autre chose que le caractère mortifère de la science. Dans l'action, les chercheurs ne devaient céder à « aucune sorte de sensiblerie »¹¹. Ils ne devaient pas

hésiter à détruire pour connaître. La chose ne se passa pas sans mal car certains, même parmi les académiciens peu enclins au sentimentalisme, renâclaient à participer au massacre programmé et frissonnaient de dégoût face aux ignominies perpétrées dans les salles d'expérimentation. L'approche expérimentale ne relevait pas de l'analyse mais de la

dissection de la vie, au sens propre comme au figuré, vie coupée, taillée, démembrée, écartelée et mutilée. Les choses et les êtres soumis aux instruments n'étaient eux-mêmes que des instruments, de la chair à expérimentation. Apprêtés pour et par l'expérimentation, ils n'étaient déjà plus que les ombres d'eux-mêmes. Et après le démontage, venait le remontage formel, la création de modèles censés représenter dans leur généralité les phénomènes de la vie soumise aux tests. La science semblait ainsi ramener à la vie les choses et les êtres fugitifs et passagers qu'elle avait anéantis. Mais de telles généralisations abusives ne furent jamais que des extrapolations figées, les fantômes des individualités détachées de leur milieu, donc privées à jamais de leur vie propre, même lorsqu'elles palpitaient encore sous les instruments.

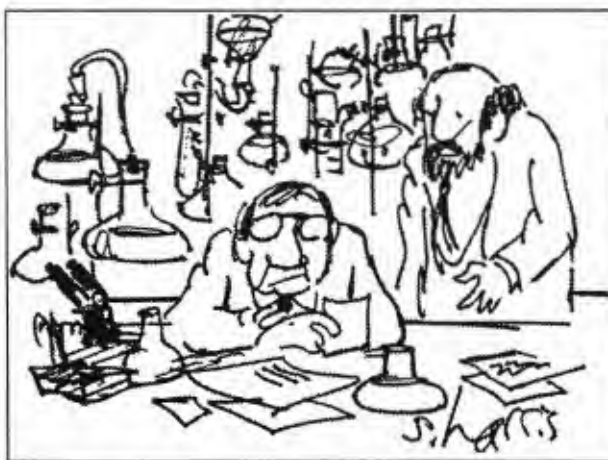
En accord avec l'idéologie humaniste, la science avait placé l'individu humain au sommet de la hiérarchie des espèces, à côté de Dieu, puis à la place de

Dieu. Voilà qui paraissait offrir au moins la garantie qu'elle ne ferait pas subir à l'espèce humaine ce qu'elle faisait subir à des espèces jugées subalternes. Mais, sous prétexte de favoriser le progrès de l'humanité, elle n'hésita pas à sacrifier des individus humains sur l'autel de l'expérimentation. La froide passion de l'expérimentateur le poussait même parfois aux pires extrémités. Bacon, le premier, proposa d'utiliser des prisonniers soumis à la torture à des fins d'expérimentation et, à sa suite, les Newton, Lavoisier et autres sommités académiques de l'époque du Grand Siècle puis de celle des Lumières. Les honorables membres des académies royales sortaient de leurs laboratoires pour effectuer dans la foule, en plein Londres par exemple, des expériences d'électricité et de chimie qui estropiaient des badauds. L'époque des Lumières vit apparaître la pratique du

racolage des miséreux, généralisée plus tard par les laboratoires, à commencer par celui du bon docteur Pasteur. Pour quelques sous, les équipes de rabatteurs les emmenaient dans les caves des académies royales où les expérimentateurs leur faisaient ingurgiter des préparations qui, parfois, les empoisonnaient. A l'exception notable de Diderot,

qui en dénonça l'inhumanité, la chose n'empêcha pas grand monde de dormir, même du côté des encyclopédistes. Lorsqu'on voit de quoi étaient capables les humanistes des académies, il n'est pas étonnant qu'ils aient fabriqué sans complexe des instruments de guerre et de torture.

Il n'est pas question de transformer tous les hommes de science de l'époque, pas plus que leurs successeurs, en monstres assoiffés de sang. Toutefois, la facilité avec laquelle ils devenaient indifférents et même impitoyables dans le cadre de leur activité en dit long sur le caractère inhumain de la science. Celle-ci est pragmatique. Seuls comptent les résultats, et la fin justifie les moyens. Face à la Raison, le principe de l'individualité affiché par la science n'a jamais pesé très lourd. Principe humaniste abstrait, il a toujours masqué le peu de cas qu'elle faisait des individus concrets, humains et non humains. Pour les scientifiques, ils n'ont jamais été rien d'autre que des ébauches, pas toujours très



● Te préoccupe pas de falsifier la solution. J'ai falsifié le problème ●

Drawing et Sidney Harris

bien finies, du prototype qu'ils voulaient peaufiner pour atteindre la perfection du modèle.



NOUS LE VOYONS, l'idée que la science soit capable d'autocorrection à condition de renouer avec l'humanisme est ridicule. Le pli était déjà pris dès la fin de la Renaissance et, depuis lors, elle a montré de quoi elle était capable en matière d'inhumanité.

Il est dans la nature des humains de créer le monde qui leur est propre, de transformer le milieu non humain qui les entoure et qui les pénètre, en fonction de leurs objectifs, de leurs idées, de leurs désirs et de leurs besoins, activité qui inclut aussi leur propre transformation, en particulier par le biais de la formation de la pensée conceptuelle et du langage articulé. A notre connaissance, de telles facultés créatrices sont uniques sur la planète, du moins à de tels degrés de complexité. La puissance transformatrice que possède l'humanité est à la fois prometteuse et inquiétante. Pour paraphraser le dicton populaire, si elle peut engendrer le meilleur, elle est aussi capable, lorsque les circonstances historiques le permettent, de générer le pire. Et le pire arrive toujours lorsque les êtres humains considèrent que le monde n'est rien d'autre que leur propriété, qu'ils peuvent et doivent posséder grâce à leur travail.

Plus que jamais, ils sont confrontés au problème de transformer en profondeur les activités et les relations propres au monde de l'exploitation et de la domination. L'une des conditions indispensables pour avancer dans ce sens est qu'ils comprennent enfin que la nature est bien autre chose que leur simple terrain de jeu. Ils ne se contenteront jamais de l'observer sans la toucher, de l'interpréter sans la modifier. L'essentiel ici est que les modifications et les transformations qu'ils effectueront tiennent compte au maximum de l'évolution spontanée des phénomènes naturels. Il en va de leur propre liberté car, comme l'atteste l'histoire humaine, la domination de l'homme par l'homme est le corollaire de la domination de la nature par l'homme. « *La créature humaine ne sera libre que lorsque toutes les créa-*

tures terrestres le seront », ¹² prophétisa Munzer avec quelque raison. Mais, à supposer que de telles conditions soient remplies, l'aventure humaine n'en sera pas finie pour autant à moins de croire que, tels des dieux, les humains ne soient capables de maîtriser en totalité leur destin. Rien ne garantit que, même libérés du capital, ils ne retomberont pas parfois dans des travers trop connus et même dans d'autres, inconnus, que nous ne pouvons même pas imaginer aujourd'hui. La vie humaine est aussi faite de critiques, de tâtonnements, de mises en œuvre et de remises en question, d'expériences à la fois individuelles et collectives, à travers les échanges au sein de notre espèce et avec le reste de la nature.

La réconciliation avec la nature est l'un des rêves antédiluviens de l'humain, sans doute depuis l'apparition de la propriété et de l'Etat. Mais elle n'est pas donnée. Elle est à conquérir sans cesse. D'ailleurs, à moins de vouloir ramener de force la vie humaine au stade idéalisé de la survie végétative, la simple présence d'êtres humains sur la planète implique qu'ils la modifient pour vivre. Même en l'absence d'exploitation et de domination, cela ne va pas parfois sans conséquences désagréables, voire mortelles, pour certains d'entre eux et pour d'autres êtres naturels. L'essentiel n'est pas de refouler les contradictions au nom de l'harmonie universelle, mais de les reconnaître comme telles lorsqu'elles apparaissent et de chercher à créer des conditions favorables pour éviter qu'elles ne tournent à l'antagonisme destructeur et autodestructeur. Des contradictions, il y en aura sans doute toujours dans l'histoire naturelle et humaine, en particulier entre les individus. Car l'individualisation est l'une des propriétés de la vie qui apparaît aussi dans la nature non humaine, quoique parfois de façon peu perceptible pour nous. Mais nous ne pouvons l'ignorer à moins de nous réduire nous-mêmes à des objets indifférenciés et interchangeableables. La reconnaissance des dimensions individuelles de l'existence est l'une des conditions pour retrouver et développer le sens de la sociabilité, de la symbiose et de la réciprocité dans la nature et avec la nature.

ANDRÉ DRÉAN ■

1 – « *Sur le progrès des connaissances* », (1605) F. Bacon.

2 – « *La Valeur et le progrès des sciences* », (1623) F. Bacon.

3 – « *La Nouvelle Atlantide* », (1625) F. Bacon.

4 – « *Le Discours de la méthode* », (1637) R. Descartes.

5 – « *La Valeur et le progrès des sciences* », (1623) F. Bacon.

6 – « *Dieu et l'Etat* », (1872) M. Bakounine.

7 – « *Des principes et des origines* », (1620) F. Bacon.

8 – « *La Valeur et le progrès des sciences* », (1623) F. Bacon.

9 – « *Sur le progrès des connaissances* », (1605) F. Bacon.

10 – « *La Nouvelle Logique* », (1620) F. Bacon.

11 – « *La Valeur et le progrès des sciences* ». (1623) F. Bacon.

12 – « *Les Articles de Mulhausen* », (1524) Th. Munzer.



LES AMOURS DE L'ART ET DE L'ARGENT

L'art et l'argent sont apparus dans divers types de société autres que les sociétés capitalistes, lesquelles leur ont donné leur forme actuelle. Ou, plutôt, on rencontre des phénomènes présentant les caractéristiques des activités appelées aujourd'hui art et argent dans différentes formes de vie sociale. Mais ils ne possédaient pas encore les particularités essentielles liées aux rôles qu'ils jouent dans la société où nous vivons. Les auteurs classiques avaient déjà stigmatisé la dégénérescence causée par l'amour de l'argent, en particulier les effets délétères qu'il a eu sur la poésie. Cependant, jusqu'à ces derniers siècles, l'argent n'était pas le véritable équivalent général des échanges entre marchandises (puisque la force de travail existait à peine comme marchandise) et il ne jouait qu'un rôle des plus rudimentaire comme capital. En grande partie, le terme d'« art » était encore synonyme de métier ou de savoir-faire. Et ce n'est que vers la fin du XVIII^e siècle que le système moderne des arts devait voir le jour.



L'INTENSIFICATION du commerce à la Renaissance et le développement d'un mode de production centré sur l'expansion de la valeur favorisa l'écllosion d'une grande histoire d'amour entre l'art et l'argent. Les poètes, les musiciens et les artistes plastiques se mirent à produire pour le compte de marchands et de banquiers ainsi que pour celui de papes et de princes. Au XVIII^e siècle, toutefois, des germes de conflit apparurent pour la première fois au sein de cette relation affective. Si bien qu'en 1771, M^{me} d'Épinay pouvait écrire de Fragonard : « *Il gaspille son temps et son talent : il gagne de l'argent.* »¹ La critique de salon de Diderot, par exemple, représenta l'opposition entre le principe social naissant du capital et les idéaux aristocratiques antérieurs. Et, cela, sous la forme d'une crainte que les arts ne dégénèrent du fait de l'accroissement même de la richesse, laquelle aurait dû favoriser l'épanouissement de la culture. Cependant, au tournant du siècle, l'art en vint généralement à apparaître comme rédempteur de la richesse, non seulement en embellissant les demeures bourgeoises mais aussi en fournissant quelque refuge spirituel au capital harrassé de travail. (On notera à ce propos la difficulté d'assigner un genre à l'art : alors que l'artiste était nettement défini comme masculin, l'objet d'art tendait à être féminin.)

Le rôle de l'Etat fut ici déterminant, comme pour n'importe quel lien légitime, reconnu par la société. Dès la fin du XVIII^e siècle, les premiers musées furent créés à partir de collections princières et royales, comme autant de symboles de la puissance et de la dignité nationale et aussi comme institutions destinées à élever le goût du commun des mortels dont l'existence, avec le développement de la modernité, devait être reconnue. Aux Etats-Unis, dès que le pouvoir capitaliste unifié eût pris conscience de sa force, au lendemain de la guerre de Sécession, des hommes d'affaires de New York se réunirent à Paris pour appeler à la fondation d'un musée d'art, afin de montrer qu'ils pouvaient désormais parler d'égal à égal avec les classes dirigeantes d'Europe. A des degrés divers et de différentes manières, les Etats ont encouragé la constitution de collections privées, mis en place des institutions pour la formation des artistes et subventionné les théâtres et les salles de concert.



COMME D'AUTRES MARIAGES, celui-ci combinait affection véritable, dépendance, ressentiment et méfiance réciproque. Après tout, c'est dans cette société, consacrée au commerce comme aucune autre dans l'histoire, que les vertus spirituelles de l'art furent associées au dépassement idéalisé de la recherche du profit. Du point de vue des artistes, l'activité artistique était l'expression de leur supériorité par rapport au salariat, qui était devenu le lot commun de l'humanité dans la société bourgeoise. L'art fut ainsi défini – l'esthétique de Kant en est l'exemple classique – comme « libre », c'est-à-dire comme exclusivement régi par les pulsions internes de ses créateurs. Comme les autres formes modernes de liberté, celle de l'artiste était l'une des applications particulières de l'idéal du laisser-faire, marquant le remplacement d'ouvrages commandés par des mécènes, caractéristiques des arts prémodernes, par le travail pour le marché anonyme. Etant donné le mécanisme réel des marchés, il n'est pas étonnant que le mythe inséparable de la liberté d'expression ait été la vie de bohème. Faisant de nécessité vertu, l'engagement dans une profession qui ne procurait des richesses, ou même des revenus suffisants, qu'à de petites minorités, suscita le dédain aristocratique pour le commerce et, donc, l'apparition d'un mode de vie qui se voulait supérieur à celui de l'homme d'affaires.



● La leçon d'équitation de l'enfant-totem ●
Guy Girard et Barthélémy Schwartz

L'autre face de la médaille fut la tendance de l'homme d'affaires amateur d'art à prendre de la distance envers la recherche du simple gain (il était d'ailleurs représenté à l'occasion par son épouse ou par sa fille). La vénération pour l'art en vint à exprimer l'aspiration des classes supérieures de la société capitaliste à s'élever au-dessus des préoccupations terre à terre du commerce, en tant que dignes héritiers de la culture aristocratique. A mesure que les manufacturiers et les financiers d'Europe et d'Amérique achetaient des domaines et se mettaient à la chasse à courre, ils remplissaient leurs maison de meubles anciens, de toiles de vieux maîtres, ou d'œuvres d'art du moment.

Il est possible d'illustrer l'âge d'or de ces amours par les paroles de Joseph Choate, pronon-

cées lors de l'inauguration du nouveau bâtiment du Metropolitan Museum of Art à Central Park, en 1890. Il conjura en effet les millionnaires de New York « de convertir le porc en porcelaine, le grain et les denrées fraîches en poteries précieuses, les grossiers minerais du commerce en marbre sculpté et les parts du chemin de fer et les actions des mines – toutes choses qui périssent sans qu'on s'en serve et qui à la prochaine panique financière se ratatineront aussi sûrement que des parchemins brûlés – en toiles célèbres des grands maîtres du monde... C'est notre plus haute ambition de convertir votre or inutile en objets d'une beauté vivante qui feront la joie de tout un peuple pendant des milliers d'années. »² En réalité, la dépendance de cette beauté vivante vis-à-vis d'un or rien moins qu'inutile réglait la constitution des collections ainsi que les dons philanthropiques d'œuvres d'art. Elle explique le mélange d'admiration et de mépris avec lequel les riches considéraient les artistes.



EN 1939, Clement Greenberg attira notre attention sur l'évolution de ces amours conflictuelles au XX^e siècle. Ainsi, Il décrivit la relation entre l'avant-garde et « des élites au sein de la classe dirigeante de cette société, de laquelle elle s'estime coupée, mais à laquelle elle est toujours restée attachée par un cordon ombilical fait d'or »³. Etant donnée l'opposition du fascisme et du stalinisme au modernisme, qui avait sa faveur, Greenberg croyait que seul le socialisme – l'abolition d'une société consacrée à la reproduction élargie de l'argent – pourrait maintenir la culture en vie. Il ne réussissait pas à voir que les classes supérieures ne tarderaient pas à embrasser

l'avant-garde avec enthousiasme, et que le modernisme deviendrait l'art officiel du capitalisme progressiste⁴.

Avec la victoire du modernisme américain après la Seconde Guerre mondiale et le déplacement de l'art contemporain au centre de la scène esthétique, on a pu constater que l'art était devenu en quelque sorte le concentré des caractéristiques qui font la réussite d'un individu, d'une société ou d'une nation : l'audace, l'innovation, la sensibilité à des besoins nouveaux encore inconnus de ceux qui les reconnaîtront au moment de leur satisfaction⁵. Les tentatives les plus cohérentes de contester la propriété de l'avant-garde par le capital, par exemple d'œuvres telles que « Documentation of Peter Ludwig's Industrial and Artistic Holdings » de Hans Haacke, sont absorbées sans difficulté par le système artistique même si, en son sein, une institution ou une autre renâcle (comme quand le Guggenheim refusa d'exposer les « Shapolsky et al. Manhattan Real Estate Holdings » de Shacke en 1971). Le fait que l'art moderne, post-moderne y compris, fonctionne comme symbole de classe est vérifié par la façon dont il peut être mobilisé de manière quasi populiste par les conservateurs américains dans leur lutte pour le pouvoir.

Des phénomènes de cet ordre révèlent l'existence d'éléments perturbant l'étreinte de la culture et du commerce, à mesure que les partenaires prennent de l'âge. Non seulement l'art a constitué, dès le début, l'un des terrains propices à la représentation des relations conflictuelles au sein de la société bourgeoise, mais il a en outre été affecté par le développement de cette dernière. Avec sa réussite historique mondiale, le capitalisme a perdu beaucoup de « sa mauvaise conscience » et de son sentiment initial d'infériorité vis-à-vis des ordres sociaux antérieurs. Ainsi, l'art peut fonctionner plus librement non seulement comme signifiant de la richesse mais aussi comme moyen de son expansion.

Au XIX^e siècle, comme nous l'avons vu, l'art se définissait comme l'incarnation de valeurs supérieures à celles du marché, comme modèle de sens et comme objet transcendant le quotidien commercial. Aujourd'hui, cette conception de l'art, quoique toujours en vigueur, est apparemment sur le déclin. L'une des manifestations frappantes de ce phénomène est la tendance des artistes, critiques, historiens et collectionneurs, à accepter dans leur travail, quelle que soit l'ironie qu'ils y mettent, la coexistence du commerce et de l'aspiration à la transcendance, voire la prééminence du premier sur la seconde.

Andy Warhol est, bien sûr, l'exemple même de l'artiste qui a placé le caractère marchand de l'art au

cœur de sa propre activité. On pourrait citer, comme variantes intéressantes sur ce thème, le travail de JSG Boggs et celui de H Steinbach, qui se sont spécialisés, respectivement, sur les pôles monétaires et marchands de la circulation de la valeur. Le récent surcroît d'intérêt pour le marché de l'art chez les sociologues, les historiens de l'art et les économistes fait partie du même phénomène, tout comme l'influence des études de Pierre Bourdieu pour la production culturelle, mettant en valeur le lien entre esthétique et valeur marchande et faisant un usage fondamental de la notion de capital culturel.



LA PRISE EN CHARGE de la production et de la consommation artistiques et, en particulier, du domaine de l'avant-garde, par des institutions de l'Etat et de l'université, associée à l'expansion gigantesque et rapide du marché de l'art, ont érodé la conception ancienne de l'art fondée sur le dépassement de la division sociale du travail, réalisé par l'individu créatif, héroïque. L'art est aujourd'hui, du moins en pratique, plus clairement subordonné aux institutions privées et étatiques qui gouvernent tous les autres domaines de la vie sociale. Ce n'est pas nécessairement mauvais pour les artistes, ou pour qui que ce soit d'autre qui cherche à trouver dans les débris de la civilisation capitaliste des matériaux pour la création de significations nouvelles. Il est toujours utile de savoir où l'on se trouve.

Avec l'effondrement du pseudo-socialisme, aujourd'hui transformé rétrospectivement en stade préparatoire de la poursuite de la mondialisation du capital, le domaine de l'argent semble plus étendu et plus solide que jamais. Simultanément, la crise du système de l'Etat-parti a été l'un des éléments de la crise, beaucoup plus importante, du système de l'Etat-capital. Il est certainement trop optimiste de parler du « vieillissement » de l'argent, en sous-entendant par là la mort programmée de la société bourgeoise. Mais, au-delà de la certitude que cette société, pas plus que celles qui l'ont précédée, ne durera indéfiniment, la période actuelle, combinant déclin économique et annonce de nombreux désastres écologiques, montre que nous entrons dans une époque de catastrophes. Elle pourrait peut-être rendre à nouveau concevable la recherche de formes d'association dépassant celles d'aujourd'hui.

C'est cette situation qui a produit la ruine de l'idéologie appelée post-modernisme, la perte de confiance dans le progrès, dans tous les domaines de la vie sociale. Alors que l'art, de même que la politique, la science et le moi, continue à fonctionner comme l'une des représentations fondamentales de

l'activité sociale, il est lui-même partie prenante du déclin général. Aux États-Unis du moins, l'éclipse de l'art, en tant qu'objet de culte, par la religion, nous le révélera peut-être. Et, pourtant, il promettait de lui servir de substitut. Dans leur vieillesse, l'art et l'argent n'ont pas trouvé la paix et la sécurité qui, il

ya seulement quarante ans, semblaient être leur dû, mais l'angoisse, la déception et le doute, que tout le baratin et l'autopersuasion ne pourront atténuer que momentanément⁶.

PAUL MATTICK JR
TRADUCTEUR : HERVÉ ■

1 – Cité par Étienne Jollet, «Il gagne de l'argent : l'artiste et l'argent au XVIII^e siècle», dans L. B. Dorléac et al., *Le commerce de l'art*, Ed. La Manufacture, Besançon, 1992, p. 129. Outre cet article fort intéressant, voir aussi, P. Mattick Jr, «Art and Money», in P. Mattick et al., *Eighteenth-Century Aesthetics and the Reconstruction of Art*, Cambridge University Press, New York, 1993, pp. 152-177, et Annie Bec, «Artistes et marché», in Jean-Claude Bonnet, et al., *La Carthagène des Muses*, Armand Colin, 1988, pp. 81-95.

2 – Cité dans C. Tomkins, «Merchants and Masterpieces», *Dutton*, New York, 1973, pp. 23-24.

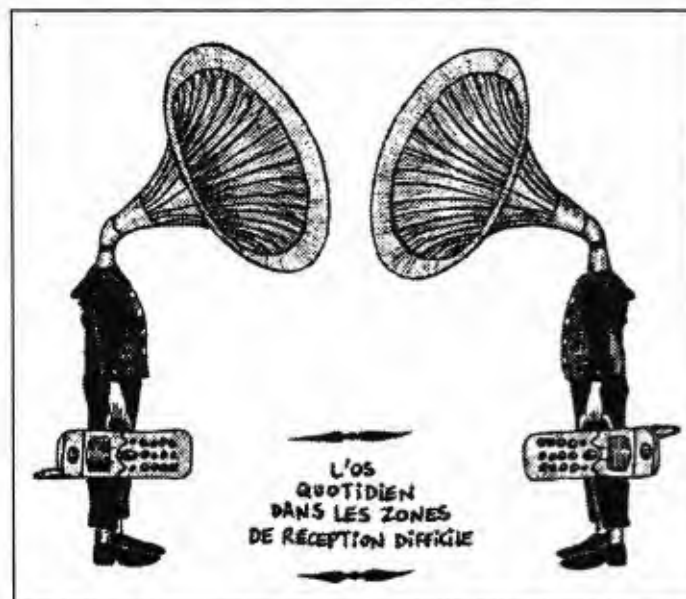
3 – C. Greenberg, «Avant-Garde and Kitsch» dans *Art and Culture*, Dutton éd., Boston, 1961, p. 8.

4 – On lira deux descriptions des premiers stades de ce développement dans Nicholas Fox Weber, *Patron Saints*, Knopf, New York, 1992, étude du mécennat moderne aux États-Unis dans les années 30, et James Sloan Allen, «The Romance of Commerce and Culture», *University of Chicago Press*, Chicago, 1983, sur l'alliance entre l'art moderne et l'élite du

monde des affaires américain.

5 – Pour ne citer qu'une des nombreuses expressions de cette pensée, Hamish Maxwell prenant la parole à la place du sponsor de la grande exposition de 1989 sur le Cubisme de Picasso et Braque au *Museum of Modern Art*, déclara que «Philip Morris [était] content de contribuer à la présentation de ce tribut versé à une valeur durable de la créativité, de l'expérimentation et de l'innovation, qualités dont nous pensons qu'elles sont aussi importantes aux affaires qu'elles le sont aux arts. Car qu'on soit en 1908 ou en 1989, dans un monde qui se transforme rapidement, ne pas prendre de risques est le plus grand risque de tous» (William Rubin, *Picasso and Braque : Pioneering Cubism* [New York : *Museum of Modern Art*, 1989], p. 5.)

6 – Une version antérieure de cet essai figurera dans le livre de Sheely Horstein et Jody Berlands (et al.), «Cultural Capital : A Reader on Modernist Legacies», *State Institutions and Value(s)*, *McGill-Queen's University Press*, Toronto, à paraître.



● Karl – 1997 ●

DECHERVELAGE

en ce mois d'octobre, en tête d'affiche, partout : **Che Guevara**. « *Souvenez-vous de ce petit condottiere du XX^e siècle* », écrivait ce stakhanoviste de la guérilla avant d'aller une dernière fois traquer le tigre en papier de l'impérialisme au fin fond d'une jungle. Et trente ans après sa mort, l'on s'en souvient encore, dans un monde où la mémoire du passé aide à oublier que ce présent n'a pas d'avenir, et où l'histoire des luttes passées, leur commémoration, ô combien vivifiante pour les anciens combattants, ont pour rôle de rendre incompréhensibles les luttes actuelles. Que célèbre-t-on dans la figure du Che ? L'agitation révolutionnaire des années 60, si elle détient encore dans l'imagination subversive un excédent utopique, ne saurait se réduire ni au pavé-étalon de Mai 68, ni à l'image du Christ-guérillero que l'on voit à nouveau fleurir dans les boutiques du prêt-à-porter radical. Mais c'est peut-être aussi l'idée même de révolution que l'on veut ficeler avec cette si expressive barbichette, dans l'archaïque idéologie qu'elle véhicula à l'ombre des palétuviers moroses. Une révolution qui ne soit qu'une aventure militaire, qui ne vise qu'à la prise du pouvoir, ce dont les maîtres de ce monde ont tous les moyens de se garantir.



POURANT, j'ose croire que cette idée se véhicule autrement, dans des relations plus complexes que l'adoration d'une icône au culte desservi pêle-mêle par des journalistes, des gauchistes repentis ou non et les derniers bureaucrates staliniens en exercice. Cette complexité est à la mesure de la confusion actuelle, que ne lèvera pas, loin s'en faut, la mystification d'une « gauche réelle » arrosant, sous le regard de quelques figures tutélaires, le vieil arbre du « lendemain-qui-chante » dont les meilleurs fruits après être successivement tombés dans les jardins du « socialisme-en-un-seul-pays », chuteraient aujourd'hui en cadence dans l'eden chiapanèque. Il y a deux mois, lors de la dernière prestation papale à Paris, un ami me racontait avoir vu au journal télévisé l'interview d'un adolescent participant à celle-ci. Au journaliste s'étonnant de le voir en telle occasion arborer un T-shirt à l'effigie du plus fameux ministre de l'économie cubaine, le jeune homme répondait à peu près ceci : « *Le Che, c'est pour l'esprit, le pape, c'est pour le cœur.* » Actualité de l'idolâtrie. S'il est encore rassurant que ce garçon se sache pourvu d'un

esprit et d'un cœur, les formes symboliques qu'il leur communique, quand donc cesseront-elles de porter ces délires mortifères pour ouvrir de plus amples voies au désir ? Au diable la charogne vaticane et les reliques en treillis, mais la circulation de la légende guévariste pourra-t-elle dépasser son objec-

**le Conseil Général
des Bouches-du-Rhône organise**


Colloque Che Guevara
jeudi 3 juillet 97

Sous la présidence effective de
Madame Danièle Mitterrand
et en présence de **Madame
Edmonde Charles-Roux.**

Avec la délégation Cubaine :
Raul Roa, Ambassadeur de la République de Cuba en France, **le Général Harry Villegas**, ancien compagnon de guérilla du Che, **Perfecto Romero**, photographe du Che, **Armando Nori**, Président de la Délégation José Martí Cubaine, **Soledad Cruz**, Ambassadeur de la République de Cuba près l'Unesco.

et la participation de Pierre Guidoni, Secrétaire National du Parti Socialiste chargé des Relations Internationales, **Jack Raille**, Sénateur-Maire d'Aubervilliers, **Jack Lang**, Président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, **Daniel van Eeuwen**, Directeur du centre de recherches d'Amérique Latine et les Caraïbes (CREALC) Aix-en-Provence., **Janette Habel**, chargée de cours à l'Institut des Hautes Études des Amériques Latines de Paris

renseignement au
Tél : 04 91 21 23 20

 **CONSEIL
GENERAL**
BOUCHES-DU-RHÔNE

tif mercantile et délier dans ce monde insensé la nécessité du renouvellement du mythe prométhéen ? Non pas bien sûr afin d'alimenter en militants dévoués quelque organisation marxiste se réclamant de ce stratège arboricole ! Mais puisque toute cette opération médiatique s'adresse non seulement aux

guévaristes d'antan mais surtout à une plus jeune génération si évidemment dépourvue de culture que le ministre de son éducation propose de lui donner des cours de morale, il importe de savoir si, contre toute attente, une fois dissipés les tourbillons d'encens, l'image du porteur de béret étoilé est susceptible de s'accorder une métaphore imprévue, celle d'une irréconciliable rébellion contre l'ordre de ce monde. Les images qui courent les rues de la mythologie contemporaine ont une puissance latente que ne contrôlent pas ceux qui, spéculant sur la misère de la vie sensible petit à petit privée de réalisations effectives au bénéfice de substituts virtuels, en multiplient l'apparence. Car jouer avec le portrait d'un tel fumeur de cigares, c'est aussi jouer avec le désir du feu et de l'embrassement de tout un horizon.



MAIS CETTE IMAGE DU CHE, c'est une publicité pour quoi ? Cela vend trente-six produits culturels, livres, films, colloques, expositions, fêtes et cérémonies diverses dont sur une île tropicale, un enterrement en grandes pompes. Le mécanisme du spectacle est bien rôdé et certes, il s'est fait les dents sur des proies plus coriaces que le sémillant barbouze. Et pourtant, nous sommes bien en octobre. Pour

**Ay mama !
Como me gusta
El cha-cha-cha !**

■ Celia Cruz ■

les amateurs de sensations fortes, c'est le 80^e anniversaire de la révolution russe. On en parle un peu, n'était-ce que cette « vague crise ministérielle » comme l'affirmait Aragon dont on fête d'ailleurs le centenaire de la naissance ? Gageons que malgré toute l'incontestable utilité que les partis communistes issus des

conséquences du coup d'état d'octobre 1917 ont montré pour la survie du vieux monde, les événements révolutionnaires dont ils ont profité ne sont pas encore réductibles à des commentaires sportifs.



MONDE À L'ENVERS avant que d'être monde renouvelé, le temps de la révolution a pu se confondre avec le temps du carnaval. Dans le monde du spectacle, le carnaval est une promesse permanente, promesse de cet au-delà de la marchandise qui est la nostalgie de sa folle dépense. Autrement dit, l'exotisme. Et quoi de plus exotique que le carnaval de Rio ? L'idée de révolution, pour la rendre inoffensive, qu'elle se confonde donc avec celle d'un exotisme historique ! Dans cette perspective si peu festive, fonctionne on ne peut mieux la figure du Che. L'épouvantail à moineaux sous les palmiers, là-bas, si loin.

GUY GIRARD ■



**CORRESPONDANCE :
c/o AB IRATO
BP 328
75525 PARIS CEDEX 11
FRANCE**

TOUTE COPIE OU REPRODUCTION INTÉGRALE OU PARTIELLE DESTINÉE À UNE UTILISATION INDIVIDUELLE OU COLLECTIVE CONSTITUE UNE CONTRIBUTION À LA DIFFUSION D'OISEAU-TEMPÊTE.